

*M*oniteur *micro-économique*

Incluant le rapport spécial :

Un país en transición

Le Mexique

Un pays en transition

Troisième trimestre de 2001

Direction de l'analyse micro-économique, Secteur de la politique industrielle et scientifique, Industrie
Canada. Le présent document est également diffusé sur Internet, à

http://strategis.ic.gc.ca/sc_ecnmy/mera/frndoc/04.html

Table des matières

Aperçu	A
Scène canadienne	
Activité économique réelle	B
Revenus	C
Mouvements des prix	D
Marché du travail	E
Marché des capitaux	F
Finances publiques	G
Compétitivité	H
Comptes internationaux	I
Aperçu de la situation des secteurs	J
Rapport spécial :	
Le Mexique, un pays en transition	
Avant-propos	K
Le gouvernement et la politique	L
L'économie	M
La société	N
Un acteur important sur la scène nord-américaine	O
Les liens entre le Canada et le Mexique	P

Aperçu

L'économie se contracte au troisième trimestre de 2001...

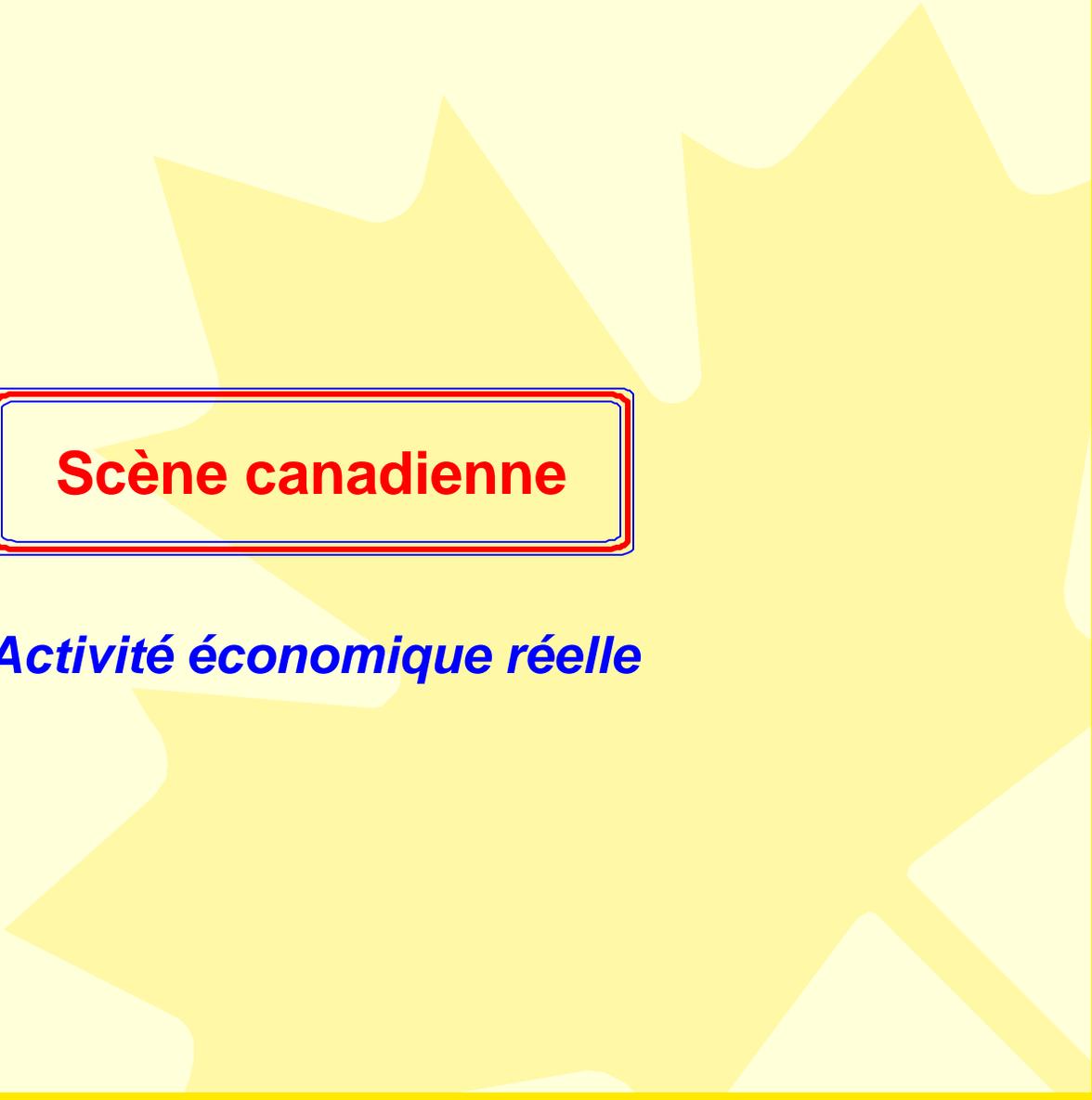
Au troisième trimestre de 2001, le PIB réel a fléchi de 0,8 % (taux annuel), ce qui a mis un terme à 37 trimestres de croissance ininterrompue.

- Au troisième trimestre, les dépenses de consommation ont reculé de 0,3 % (taux annuel), ce qui constitue la première baisse depuis 1995. Les entreprises ont liquidé leurs stocks, réduisant du coup la croissance de 2,1 %, et les exportations de biens et de services ont subi de nouveau les répercussions du ralentissement économique mondial, surtout la récession aux États-Unis, en se repliant de 7,7 % (taux annuel). Par ailleurs, le marché du logement a repris de la vigueur, et les investissements des entreprises dans les machines et le matériel (M&M) ont augmenté de près de 13 % (taux annuel), même si cette hausse est attribuable à des circonstances exceptionnelles.

...et elle restera probablement faible encore un certain temps

Selon les prévisions moyennes du secteur privé, mentionnées dans le budget de 2001, l'économie canadienne devrait fléchir davantage au quatrième trimestre avant d'enregistrer une croissance modérée au premier semestre de l'an prochain. L'économie devrait se ressaisir au deuxième semestre, grâce à une reprise de l'économie américaine et à des politiques monétaire et budgétaire canadiennes axées sur la relance. Le PIB réel devrait s'établir en moyenne à 1,3 % en 2001 et à 1,1 % en 2002. Toutefois, il devrait effectuer une remontée assez importante en 2003 pour se fixer à 3,9 %.

Le rapport spécial qui accompagne le présent numéro porte sur la récente transformation de l'économie mexicaine. Plus le Mexique devient un joueur important dans l'économie nord-américaine, plus il offre au Canada un marché en pleine effervescence pour le commerce bilatéral. En contrepartie, le Canada est confronté à une concurrence accrue aux États-Unis -- son plus grand marché d'exportation et sa principale source d'investissements étrangers.



Scène canadienne

Activité économique réelle

L'activité économique se relâche pour la première fois depuis 1992...

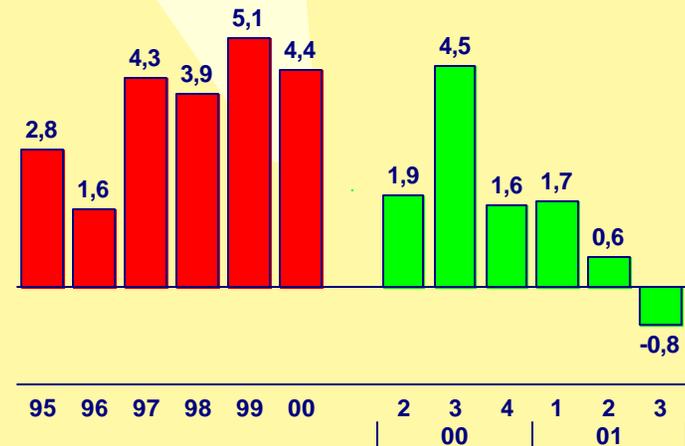
Au troisième trimestre de 2001, le PIB réel a fléchi de 0,8 % (taux annuel), ce qui a mis un terme à 37 trimestres de croissance ininterrompue.

- Ce ralentissement s'explique par la diminution des dépenses des consommateurs et des entreprises, une correction des stocks et la faiblesse persistante du secteur des exportations.

La plupart des analystes s'attendent à ce que l'économie demeure atone à court terme et qu'elle se redresse au deuxième semestre de 2002.

Croissance du PIB réel

Variation en %, TAD



Source : Statistique Canada

La faiblesse affichée au troisième trimestre est attribuable, en partie, aux répercussions des attentats du 11 septembre sur les économies américaine et canadienne. Le PIB réel aux États-Unis a perdu 1,1 % au troisième trimestre, après n'avoir progressé que de 0,3 % au deuxième trimestre.

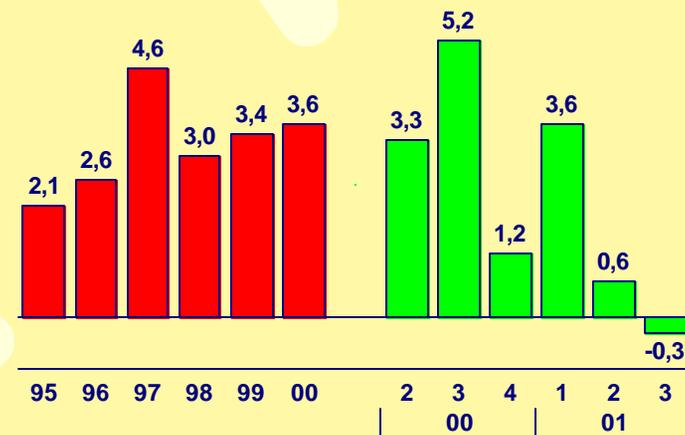
...la demande des consommateurs diminue...

Au troisième trimestre, les dépenses de consommation ont reculé de 0,3 % (taux annuel), ce qui constitue la première baisse depuis 1995.

- Les ventes d'automobiles se sont repliées malgré les généreuses promotions des concessionnaires, et les dépenses relatives à d'autres biens durables et semi-durables semblent avoir été freinées, du moins temporairement, par les événements du 11 septembre.
- Les dépenses relatives aux services se sont redressées par rapport au deuxième trimestre, la forte hausse observée dans les services de télécommunications, la télédistribution et les services spécialisés ayant contrebalancé les baisses subies dans le transport aérien et l'hébergement.

Croissance des dépenses de consommation réelles

Variation en %, TAD



Source : Statistique Canada

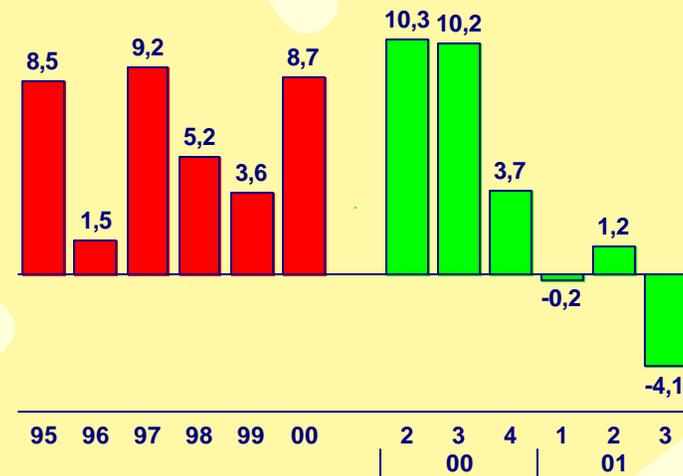
...et une correction des stocks diminue la croissance

Les entreprises ont liquidé leurs stocks au troisième trimestre, réduisant du coup la croissance de 2,1 %.

- Les fabricants ont réduit leurs stocks, mais ce sont les grossistes qui ont fait le plus de délestage. Les détaillants ont, encore une fois, diminué leurs stocks, par exemple les stocks d'automobiles ont baissé pour un quatrième trimestre de suite, mais dans une moins grande mesure qu'aux trimestres précédents.
- Malgré ces réductions, la faiblesse des dépenses a fait monter le ratio des stocks au chiffre d'affaires à l'échelle de l'économie.

Investissements dans les stocks des entreprises non agricoles

En milliards \$ de 1992, TAD



Source : Statistique Canada

Les exportations continuent leur descente...

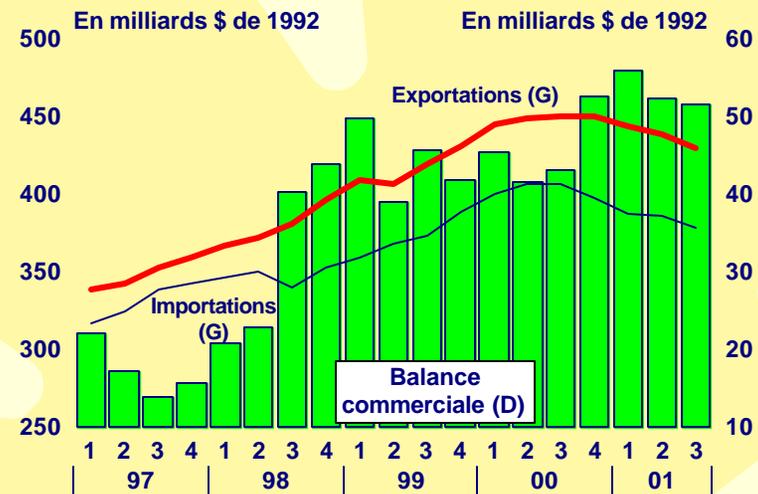
Dans le sillage du ralentissement économique mondial, surtout la récession aux États-Unis*, les exportations de biens et de services se sont repliées de 7,7 % (taux annuel) au troisième trimestre. Il s'agit du quatrième recul consécutif.

Les importations ont diminué dans une proportion à peu près équivalente, les baisses les plus marquées étant observées dans les importations de produits énergétiques, de machines et de pièces d'automobile.

L'excédent commercial réel du Canada n'a donc que très peu diminué.

* Le comité de datation des cycles économiques du National Bureau of Economic Research a déclaré que l'économie américaine est entrée en récession en avril 2001.

Exportations et importations réelles de biens et de services



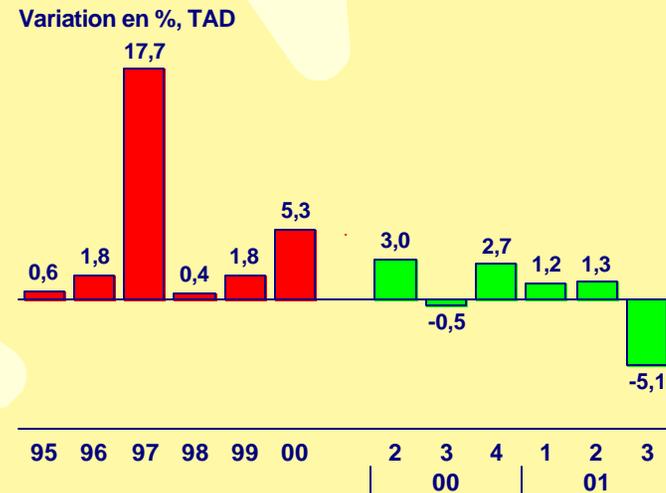
Source : Statistique Canada

...et la construction non résidentielle régresse

Dans la construction non résidentielle, l'activité s'est contractée au troisième trimestre, ce qui a annulé les avances enregistrées aux trois trimestres précédents.

- Les composantes construction et travaux de génie ont subi des baisses, mais c'est cette dernière qui a reculé le plus, tombant sous les niveaux de 2000.

Croissance de la construction non résidentielle réelle



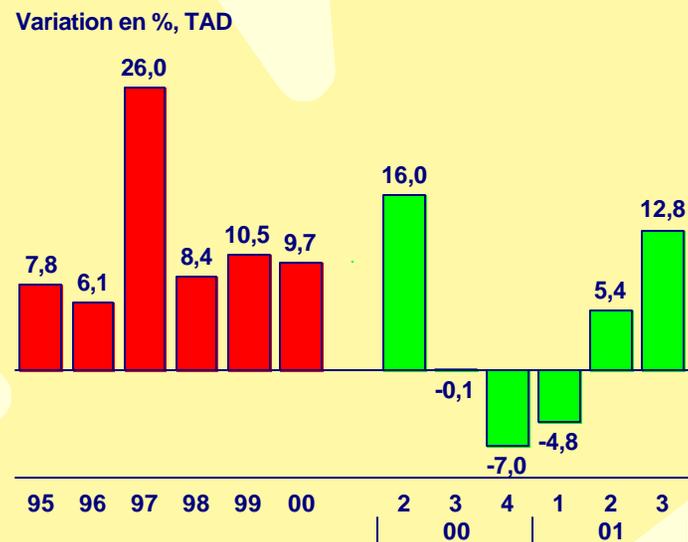
Source : Statistique Canada

Toutefois, les investissements dans les M&M affichent une forte croissance, à cause de certains facteurs spéciaux...

Les investissements des entreprises dans les machines et le matériel (M&M) se sont accrus de près de 13 % (taux annuel), après avoir enregistré une forte croissance au deuxième trimestre.

- Toutefois, la hausse du troisième trimestre est attribuable à des circonstances exceptionnelles. En effet, le bond enregistré par l'industrie du matériel de transport, lié à l'importation d'un engin de forage flottant en Nouvelle-Écosse, explique la presque totalité de l'avance.
- De façon plus générale, le repli des bénéfices des entreprises a nui aux investissements.

Investissements réels dans les machines et le matériel



Source : Statistique Canada

...et le marché du logement prend de la vigueur

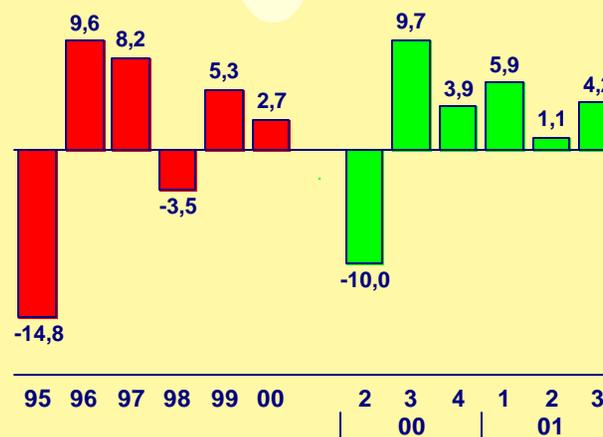
Au troisième trimestre, les investissements dans la construction résidentielle ont augmenté d'un bon 4,2 %, reprenant de la vigueur après n'avoir que faiblement progressé au trimestre précédent.

- Toutes les composantes ont avancé, soit la construction de logements neufs, les travaux de rénovation et les ventes de logements existants.

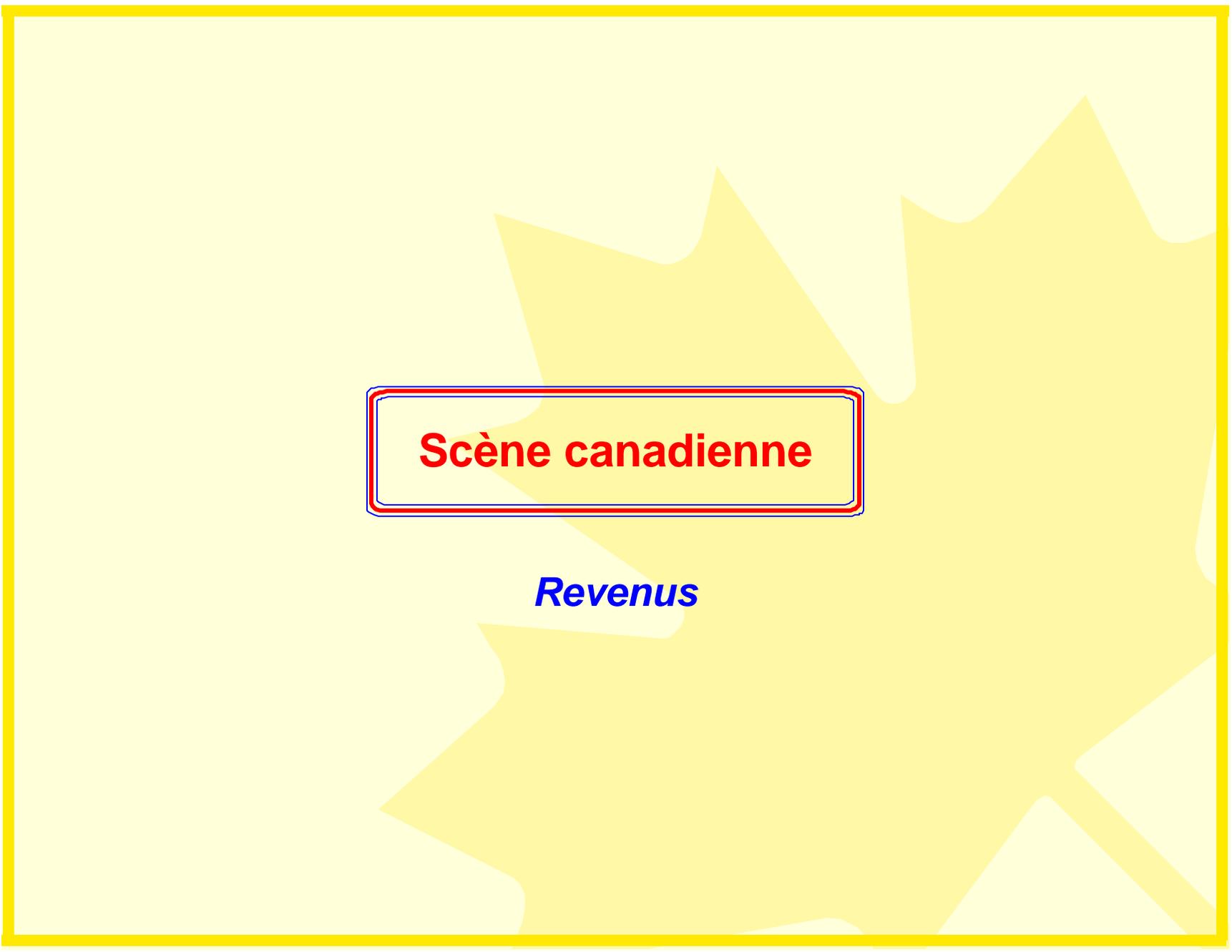
La baisse des taux d'intérêt et la hausse du revenu disponible ont contribué à cette progression.

Croissance de la construction résidentielle réelle

Variation en %, TAD



Source : Statistique Canada



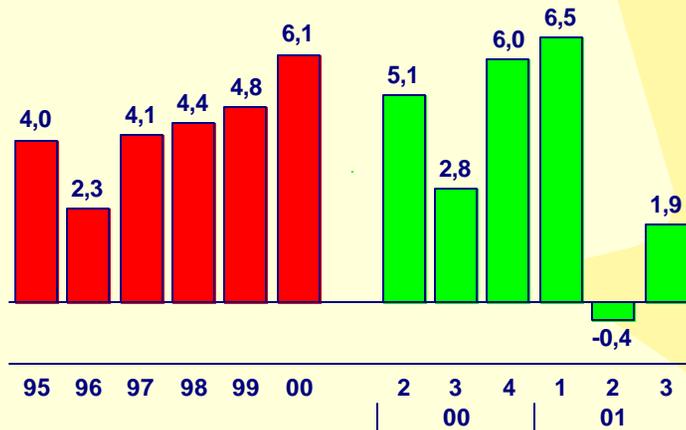
Scène canadienne

Revenus

Les revenus se redressent au troisième trimestre...

Croissance du revenu des particuliers

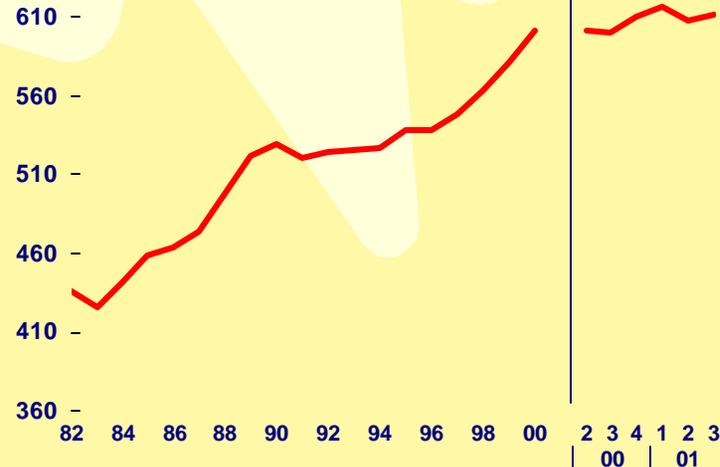
Variation en %, TAD



Source : Statistique Canada

Revenu disponible réel des particuliers*

En milliards \$ de 1992, TAD



* Converti en dollars réels au moyen de l'indice de la chaîne de prix lié aux dépenses des particuliers en biens et en services.

Source : Statistique Canada et Industrie Canada

Au troisième trimestre, le revenu personnel a légèrement augmenté, soit de 1,9 % (taux annuel), par suite de l'importante progression du revenu des entreprises non constituées, attribuable à l'augmentation des hypothèques et des prêts bancaires. La hausse des transferts fédéraux a également contribué à l'avancement du revenu personnel. La croissance du revenu du travail ne s'est établie qu'à 1,3 % au troisième trimestre, après avoir touché un creux inégalé depuis cinq ans au deuxième trimestre, soit 1,1 %.

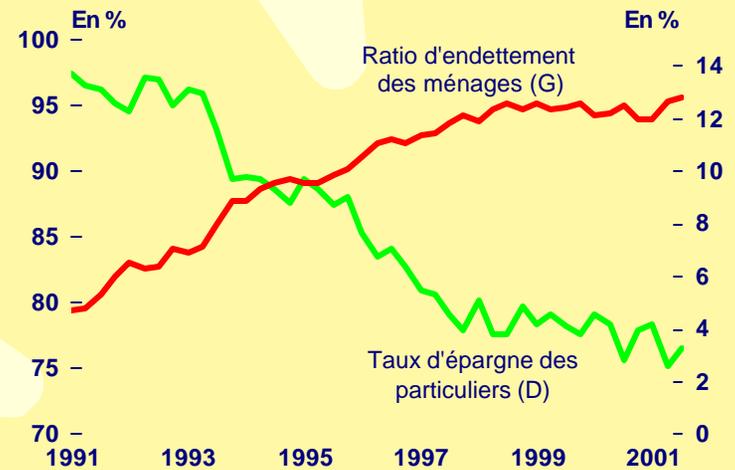
Les réductions d'impôt ont contribué à rehausser de 3,5 % le revenu personnel disponible. Après correction pour l'inflation, le revenu personnel disponible a crû de 2,3 % durant le trimestre, après avoir perdu 5,8 % au deuxième trimestre.

...mais la prudence pousse les consommateurs à accroître leurs économies

Malgré la hausse des revenus, les dépenses de consommation ont reculé pour la première fois depuis 1995. Par conséquent, le taux d'épargne des particuliers s'est redressé, passant à 3,3 % au troisième trimestre.

Toutefois, le ratio d'endettement des ménages a augmenté pour se fixer à 95,6 % au troisième trimestre, étant donné que la dette à la consommation et la dette hypothécaire de ceux-ci ont davantage augmenté que leurs revenus.

Ratio d'endettement et taux d'épargne des particuliers



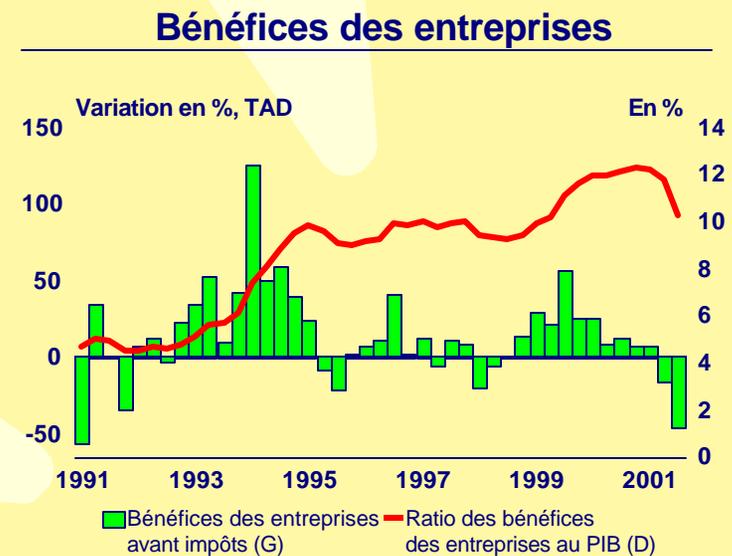
Source : Statistique Canada

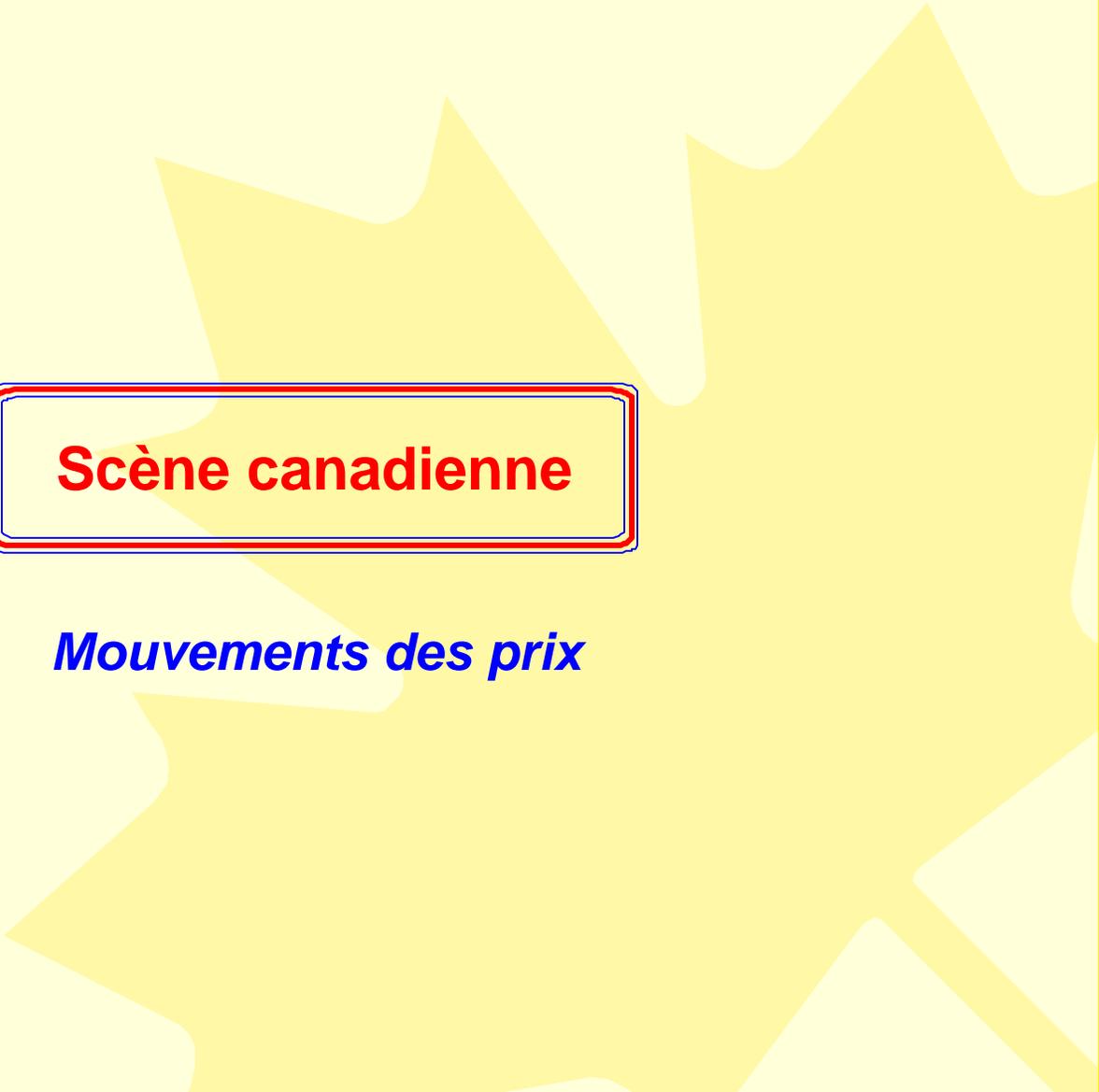
Les bénéfices des entreprises poursuivent leur dégringolade

Au troisième trimestre, les bénéfices des entreprises ont chuté de 45,0 % (taux annuel). Il s'agit de la plus grande baisse trimestrielle depuis 1991.

- Les replis ont été observés un peu partout, et certains secteurs ont été durement touchés. L'extraction pétrolière et gazière a subi le contrecoup de la baisse des prix de l'énergie. Les services de transport ont été touchés par le fléchissement des bénéfices de l'industrie aérienne découlant, en partie, des attentats du 11 septembre. L'industrie du bois et du papier a subi d'importants reculs, dans la foulée de l'imposition de droits compensateurs sur les exportations de bois-d'oeuvre aux États-Unis.

En pourcentage du PIB, les bénéfices des entreprises sont tombés à un niveau plancher des deux dernières années, soit 10,3 %.





Scène canadienne

Mouvements des prix

L'IPC enregistre sa plus faible hausse annuelle en plus de deux ans...

L'inflation selon l'indice des prix à la consommation a ralenti pour se fixer en moyenne à 2,7 % au troisième trimestre, presque un point de pourcentage de moins que le taux du deuxième trimestre (3,6 %).

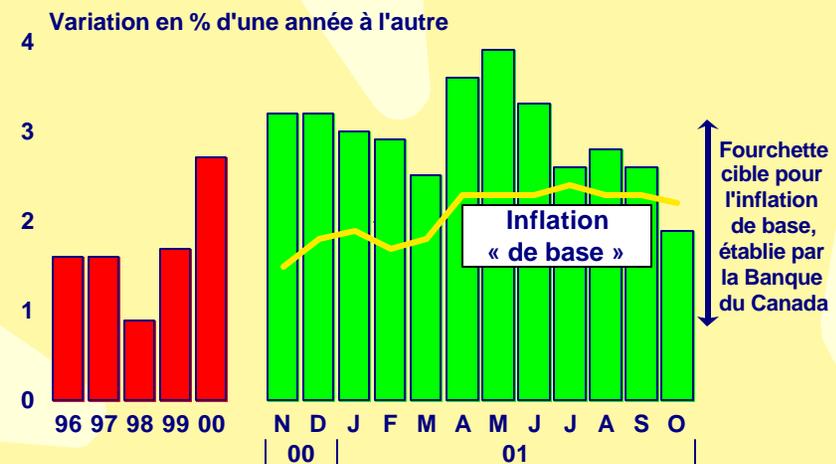
De même, l'inflation annuelle selon l'indice du PIB est passée à 0,2 % par rapport à 1,9 % au deuxième trimestre. D'un trimestre à l'autre, l'indice des prix du PIB a perdu 1,2 %, soit une deuxième baisse trimestrielle de suite.

- La régression des prix de l'énergie est en grande partie responsable de la plus faible inflation.

En octobre, l'indice des prix à la consommation a fléchi pour se fixer à 1,9 %, soit son plus faible niveau depuis juillet 1999 et deux points de pourcentage sous le sommet enregistré en mai dernier.

- En octobre, le taux d'inflation « de base », qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice global et l'incidence des impôts indirects, s'est établi à 2,2 % par rapport à 2,3 % en septembre. Il se situe donc dans les limites de la fourchette cible officielle de 1 à 3 %.

Indice des prix à la consommation



Source : Statistique Canada et Banque du Canada

En mai 2001, la Banque du Canada et le ministère des Finances ont reconduit, jusqu'en 2006, la cible de maîtrise de l'inflation aux fins de la politique monétaire. La Banque a également précisé sa mesure du taux de croissance tendanciel de l'inflation, établi selon l'inflation « de base ». Les fruits, les légumes, l'essence, le mazout, le gaz naturel, les intérêts sur les prêts hypothécaires, le transport interurbain et le tabac, ainsi que les impôts indirects sont dorénavant exclus de l'inflation « de base ».

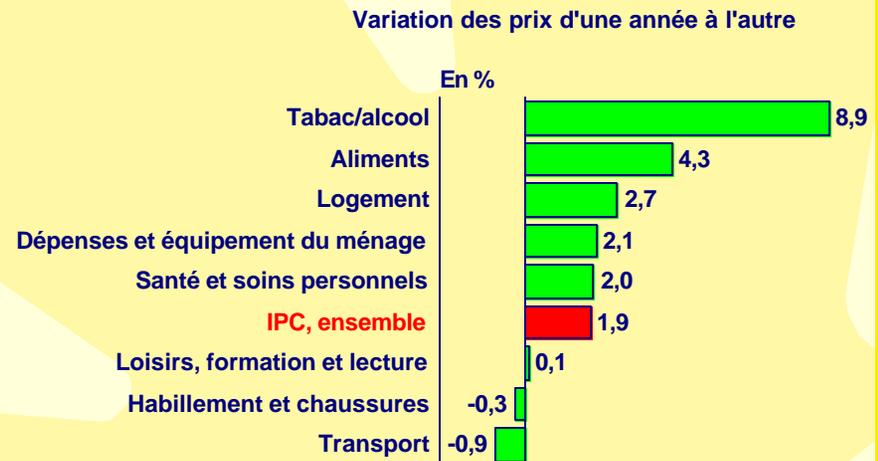
...grâce à la baisse des prix de l'énergie en octobre

Pour la première fois en deux ans et demi, la hausse de l'indice d'ensemble des prix à la consommation, 1,9 %, était inférieure à l'inflation de base (2,2 %) en raison de la baisse de 2,7 % des prix de l'énergie par rapport au moins d'octobre 2000.

Le recul du mois d'octobre est principalement attribuable à la moins grande progression des prix du logement pour un cinquième mois de file et au repli des coûts du transport privé. Le fléchissement des prix des ordinateurs (matériel de loisir) a continué à freiner la hausse des prix à la consommation.

Par contre, l'augmentation des prix des aliments, qui équivaut à plus de deux fois la hausse de l'indice d'ensemble des prix à la consommation, est intervenue pour les deux cinquièmes de la hausse de l'indice.

Composantes de l'IPC : octobre 2001



Source : Statistique Canada

* Une taxe fédérale-provinciale sur les cigarettes est entrée en vigueur en avril, ce qui a eu pour effet d'augmenter le niveau des prix de la composante tabac/alcool de l'indice. On continuera de voir jusqu'en avril 2002 l'incidence de cette taxe dans l'inflation calculée d'une année à l'autre.

La faible demande continue de freiner la hausse des prix des intrants des industries

Les prix à la production – ceux demandés par les producteurs à la sortie de l'usine – ont diminué de 1,0 % par rapport à octobre de l'an dernier. Il s'agit de la première baisse, mesurée d'une année à l'autre, enregistrée depuis février 1999.

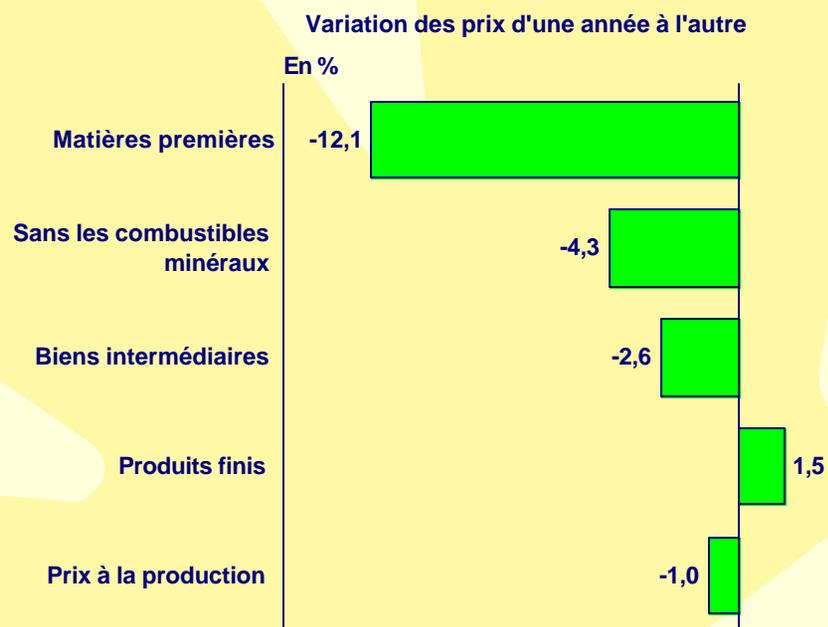
- Les prix des produits du pétrole et du charbon ont régressé pour un quatrième mois de suite. Les prix des pâtes et papier ainsi que des produits de métal de première fabrication ont également diminué.
- La majoration des prix des véhicules automobiles a fait contrepoids à ces baisses.

Les prix des matières premières ont diminué pour une troisième fois de suite, la baisse d'octobre se fixant à 12,1 %.

- Bien que le repli des prix des combustibles minéraux ait eu la plus forte incidence sur les prix, la chute des prix des produits du bois et des métaux non ferreux a également contribué à la baisse des prix.

Le recul des prix à la production témoigne à la fois de l'atonie de la demande et de la diminution des coûts des matières premières, ce qui laisse supposer que l'inflation selon l'IPC et selon l'indice du PIB demeureront maîtrisées.

Chaîne de prix - octobre 2001



Source : Statistique Canada



Scène canadienne

Marché du travail

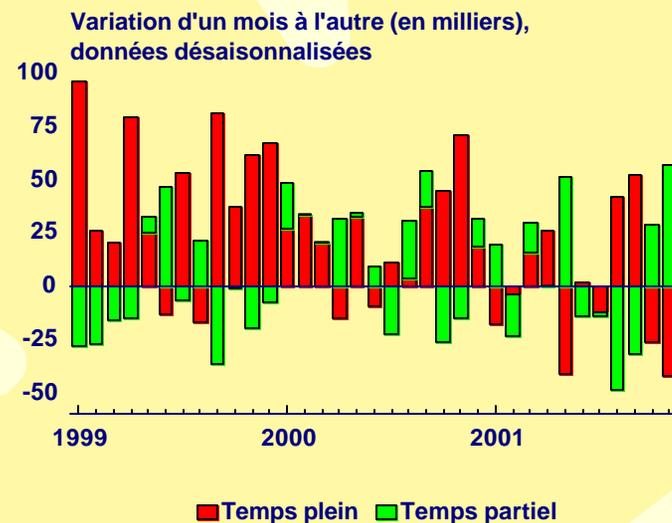
Le marché du travail s'assouplit...

À l'image de l'économie languissante, la création d'emplois est pratiquement nulle depuis quelques mois.

L'emploi n'a presque pas changé en octobre, cet assouplissement étant attribuable, du moins en partie, aux conséquences des attentats du 11 septembre. On compte 14 000 emplois de plus en novembre, étant donné que les 57 000 nouveaux emplois à temps partiel ont compensé la perte de 43 000 emplois à temps plein.

- On ne dénombre que 43 000 emplois de plus pour les onze premiers mois de 2001, comparativement à 293 000 emplois de plus pour la même période l'an dernier.

Croissance de l'emploi



Source : Statistique Canada

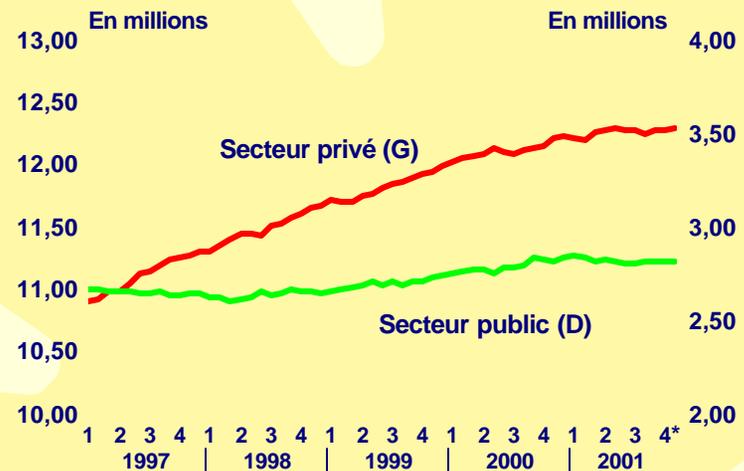
...en grande partie à cause de la piètre performance du secteur privé...

Au troisième trimestre, le secteur privé a perdu 9 000 emplois. Le nombre d'emplois rémunérés a augmenté, tandis que le nombre de travailleurs autonomes a poursuivi sa trajectoire descendante amorcée l'année dernière. Les modestes gains enregistrés au premier semestre de l'année sont des gains remportés dans l'emploi rémunéré.

Pour les deux premiers mois du quatrième trimestre, le secteur privé compte 11 000 emplois de plus grâce au redressement enregistré en novembre.

Au cours des onze premiers mois de l'année, le secteur privé a créé 57 000 emplois, alors que le secteur public en a perdu 15 000, après avoir enregistré une hausse importante l'an dernier.

Emploi : secteur privé et secteur public



Source : Statistique Canada

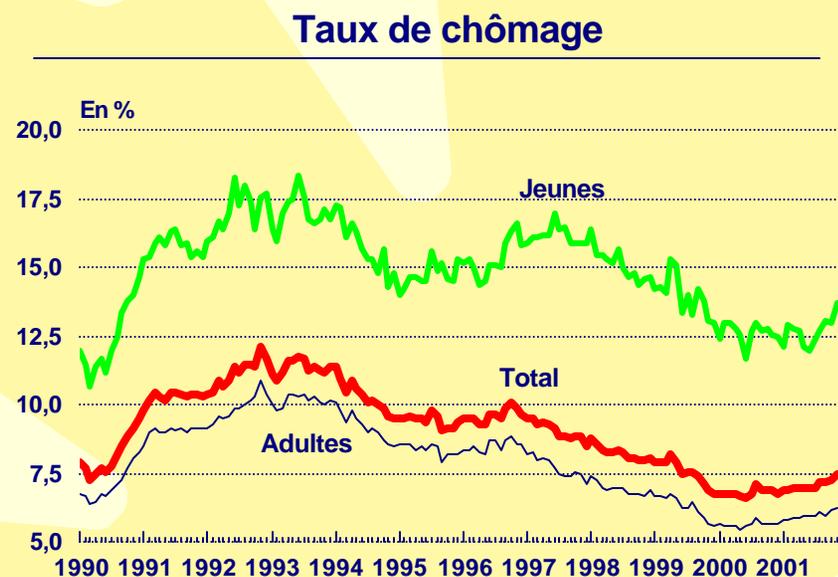
*Seuls les mois d'octobre et de novembre sont inclus dans les données pour le quatrième trimestre de 2001.

...ce qui donne lieu à une hausse du taux de chômage

Le taux de chômage au Canada a progressé au cours des derniers mois puisque l'augmentation de la population active a plus que contrebalancé la moins vive croissance de l'emploi.

Ainsi, le taux de chômage est passé, en novembre, à 7,5 % par rapport à 7,3 % en octobre et à 6,6 % en juin de 2000. Cette hausse de 0,9 point de pourcentage est beaucoup moins importante que la hausse de 3,1 points enregistrée entre mars 1990 et août 1991, période où le Canada était en recession.

Depuis juin 2000, la progression du chômage est plus prononcée chez les jeunes (+2,0 points) que chez les adultes (+0,7 point).



Source : Statistique Canada

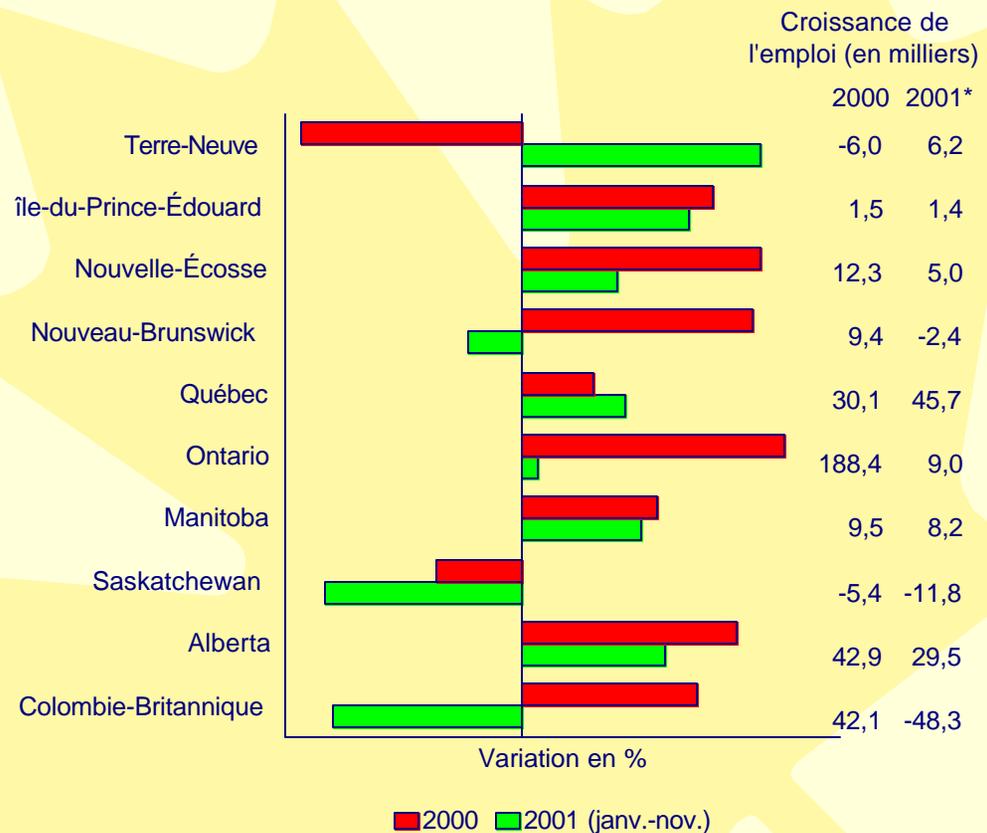
Cette année, le Québec, Terre-Neuve et l'Alberta se tirent beaucoup mieux d'affaire au chapitre de l'emploi...

À Terre-Neuve, le nombre de nouveaux emplois enregistrés durant les onze premiers mois de l'année a plus que contrebalancé le nombre d'emplois perdus en 2000. L'Alberta jouit encore d'une bonne performance, bien que sa situation de l'emploi ne soit pas aussi reluisante que celle de l'an dernier.

Après avoir connu une forte croissance l'an dernier, l'emploi en Ontario n'a pratiquement pas évolué durant les onze premiers mois de 2001, les pertes subies par le secteur manufacturier dépassant de beaucoup les gains affichés dans d'autres secteurs de l'économie. La situation est semblable en Colombie-Britannique, ce qui témoigne d'un assouplissement du marché du travail au fur et à mesure que l'année avance.

Tout au long de l'année, la situation du marché du travail n'a pas été très reluisante au Nouveau-Brunswick. La Saskatchewan est la seule province à avoir subi des pertes d'emplois en 2000 et en 2001.

Croissance de l'emploi par province, novembre 2001



Source : Statistique Canada

*Il s'agit des données cumulatives pour l'année 2001 (janvier-novembre)

...mais le taux de chômage progresse dans la plupart des provinces

La piètre situation de l'emploi a fait monter le taux de chômage dans huit provinces sur dix. Seules Terre-Neuve et l'Alberta affichent un taux de chômage moins élevé depuis le début de l'année.

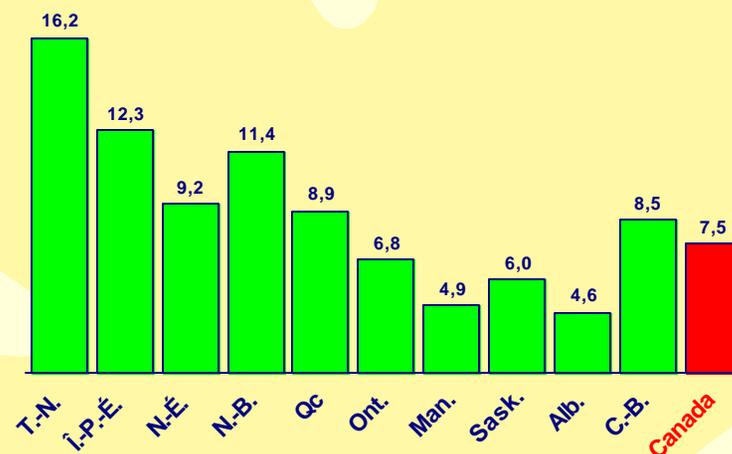
- Grâce à d'importantes hausses de l'emploi durant les onze premiers mois de 2001, le taux de chômage a régressé de 1,5 point de pourcentage à Terre-Neuve par rapport à la fin de l'année dernière. Durant la même période, le taux de chômage a reculé de 0,2 point en Alberta pour passer à 4,6 % en novembre.

En novembre, les taux de chômage qui ont le plus augmenté sont ceux du Nouveau-Brunswick (+0,8 point de pourcentage) et du Québec (+0,4 point de pourcentage).

Au Manitoba, le taux de chômage n'a pas changé en novembre (4,9 %), alors qu'il a diminué en Nouvelle-Écosse et à l'Île-du-Prince-Édouard.

Taux de chômage : Novembre 2001

En %, données désaisonnalisées



Source : Statistique Canada



Scène canadienne

Marché des capitaux

Les autorités nord-américaines abaissent considérablement les taux d'intérêt...

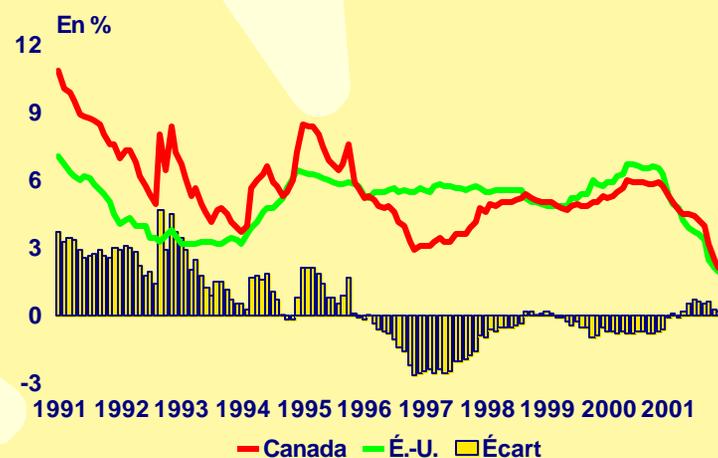
Après avoir réduit de 175 points de base son taux directeur entre janvier et août, la Banque du Canada a appliqué de nouvelles réductions représentant en tout 175 points de base après les événements du 11 septembre.

- La neuvième réduction cette année, effectuée le 27 novembre, a fait passer de 2,75 % à 2,25 % le taux cible du financement à un jour. Il s'agit donc du taux le plus bas depuis 1960. La date de la prochaine annonce concernant les taux est le 15 janvier 2002.
- Le 11 décembre, la Réserve fédérale américaine a ramené à 1,75 % le taux des fonds fédéraux, ce qui porte la réduction totale appliquée cette année à 475 points de base.

Dans la foulée de ces interventions, les taux canadiens à court terme, déterminés par le marché, ont chuté, les rendements du papier commercial à trois mois clôturant à 2,17 % le 28 novembre. L'écart entre les taux canadiens et les taux américains s'est rétréci, passant d'environ 100 points de base au début d'octobre à 17 points de base le 28 novembre.

Les banques centrales des États-Unis et du Canada pourraient intervenir à nouveau, au besoin, pour assouplir les conditions monétaires.

Taux d'intérêt à court terme



Dernières données du graphique : le 28 novembre 2001

Source : Banque du Canada, papier commercial à 90 jours, dernier mercredi du mois

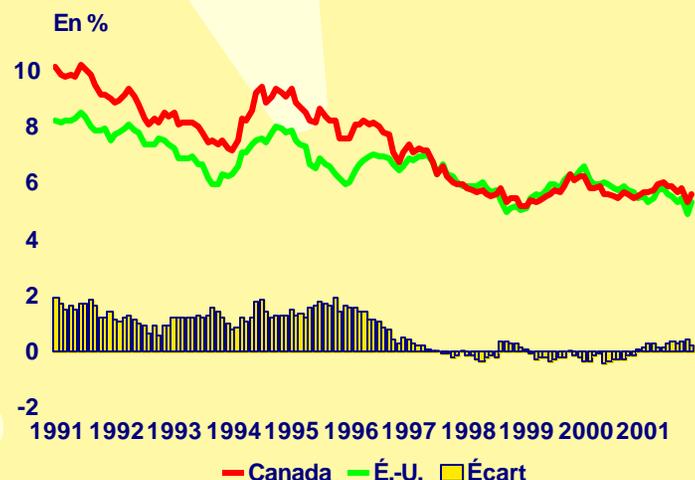
...ce qui provoque une nouvelle diminution des rendements à long terme

Après avoir augmenté au cours des cinq premiers mois de 2001, les rendements des obligations nord-américaines à long terme ont chuté, étant donné la détérioration de la conjoncture et des prévisions économiques, situation aggravée par les événements du 11 septembre.

- Les rendements canadiens à long terme sont passés de plus de 6 % à la mi-mai à un creux de 5,28 % au début de novembre.
- Dernièrement, toutefois, les rendements des obligations se sont quelque peu redressés, la situation économique évoluant mieux que prévu et la fin possible du cycle d'assouplissement de la politique monétaire étant maintenant en vue.
- Les rendements des obligations se situaient à 5,76 % le 7 décembre.

Le 31 octobre, le département du Trésor américain a annoncé la fin des enchères des obligations du Trésor à 30 ans. Cette mesure a eu pour effet de raréfier l'offre sur le marché des obligations nord-américaines et de faire glisser les rendements des titres à 30 ans au Canada.

Taux d'intérêt à long terme



Dernières données du graphique : le 28 novembre 2001

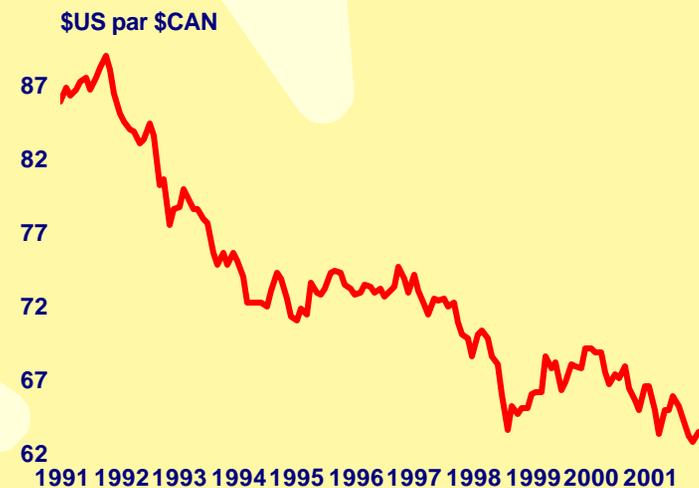
Source : Banque du Canada, obligation à long terme du gouvernement du Canada, dernier mercredi du mois

Le dollar canadien se hisse de nouveau au-dessus de la barre des 63 cents US, après avoir atteint un creux record...

Le dollar canadien a touché son cours le plus bas de l'histoire en novembre dans le sillage de l'appauvrissement de la conjoncture et des perspectives économiques mondiales et de la baisse des prix des produits de base. Il s'est, par la suite, quelque peu redressé grâce à la remontée des prix des produits de base et à l'amélioration des perspectives économiques pour l'Amérique du Nord.

- À 62,4 cents US le 9 novembre, le dollar canadien n'avait jamais été aussi bas.
- Puis, il s'est apprécié, clôturant à 63,5 cents US le 7 décembre, grâce aux données montrant que la performance de l'économie canadienne restait supérieure à celle de l'économie américaine.

Taux de change Canada-É.-U.



Dernières données du graphique : le 30 novembre 2001

Source : Banque du Canada

...et les marchés des actions nord-américains se ressaisissent à la suite de leur dégringolade de septembre

À la suite des attentats de septembre, les marchés des actions nord-américains ont subi une dégringolade, mais ils ont repris le terrain perdu dans les semaines qui ont suivi, la confiance des investisseurs revenant lentement et la possibilité d'un redressement des bénéfices des sociétés, peut-être au deuxième semestre de 2002, étant plus grande.

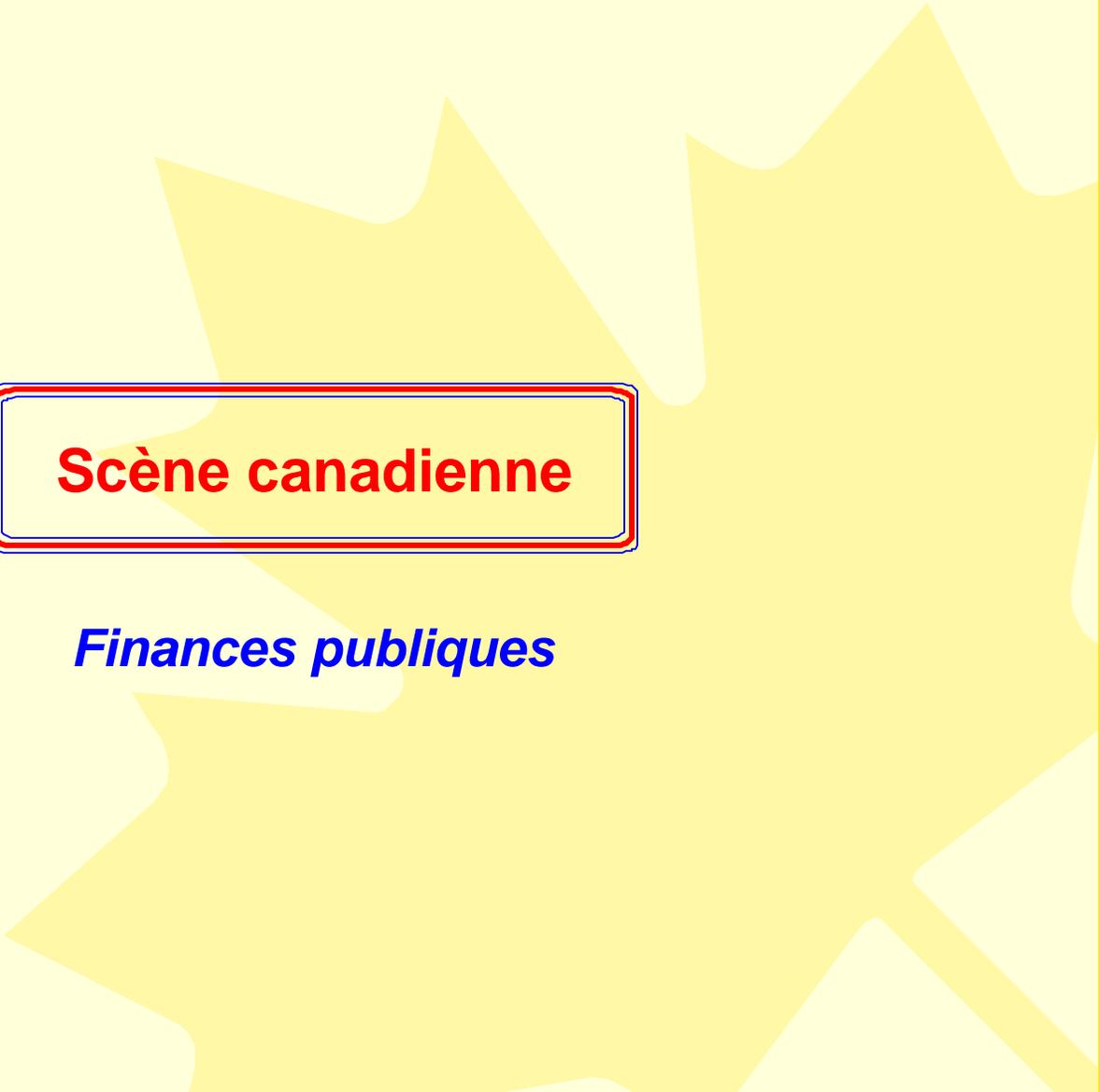
- Le TSE 300 et le SP 500 ont perdu chacun 11 % de leur valeur dans les deux semaines qui ont suivi les attentats de septembre, atteignant un niveau plancher, soit 6 513 et 966 points, respectivement. À mesure que les craintes se sont atténuées et que les perspectives de relance se sont améliorées, les indices sont revenus aux niveaux d'avant les attentats.
- Le TSE 300 a clôturé à 7 617 points le 7 décembre, sous l'impulsion de la vigueur renouvelée du secteur de la technologie.

Indices boursiers



Dernières données du graphique : le 30 novembre 2001

Source : Statistique Canada



Scène canadienne

Finances publiques

La situation financière fédérale restera excédentaire en dépit du ralentissement de l'économie

Le gouvernement fédéral a dégagé un excédent budgétaire de 17,1 milliards de dollars pour l'exercice 2000-2001.

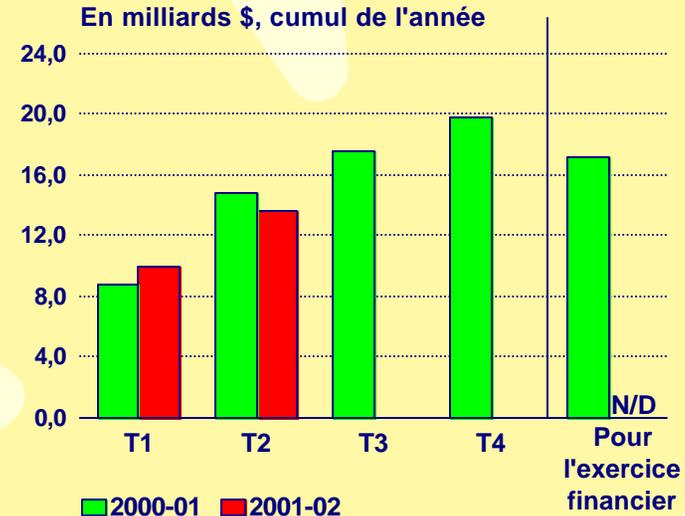
- Au cours des quatre dernières années, plus de 35 milliards de dollars ont été affectés au remboursement de la dette, ce qui a permis de ramener le ratio de la dette au PIB à 51,8 % l'an dernier par rapport au sommet enregistré en 1995-1996, soit 70,7 %.

Pour les six premiers mois de l'exercice 2001-2002, le gouvernement fédéral a dégagé un excédent de 13,6 milliards de dollars, comparativement à 14,7 milliards pour la même période l'an dernier.

- Tous s'attendent à ce que l'excédent cumulé diminue au deuxième semestre en raison de l'incidence des réductions d'impôt, des initiatives en matière de dépenses mises en oeuvre dans le budget fédéral de décembre 2001 (et dans les budgets fédéraux précédents) et des répercussions du ralentissement économique sur les recettes de l'État.

À l'instar du gouvernement fédéral, six provinces et un territoire prévoient avoir un budget équilibré ou excédentaire pour l'exercice 2001-2002.

Solde budgétaire fédéral



Source : Ministère des Finances (Canada)



Scène canadienne

Compétitivité

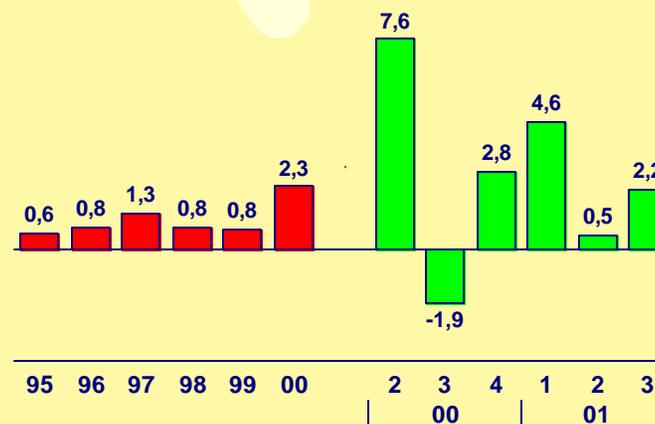
Malgré la hausse des coûts unitaires de main-d'oeuvre au troisième trimestre...

Au troisième trimestre, les coûts unitaires de main-d'oeuvre ont augmenté de 2,2 % (taux annuel) par rapport à 0,5 % au deuxième trimestre.

- La hausse est attribuable à l'augmentation de la masse salariale totale et à la baisse de la productivité du travail, établie selon la production par employée.

Croissance des coûts unitaires de main-d'oeuvre

Variation en %, TAD



Source : Calcul d'Industrie Canada

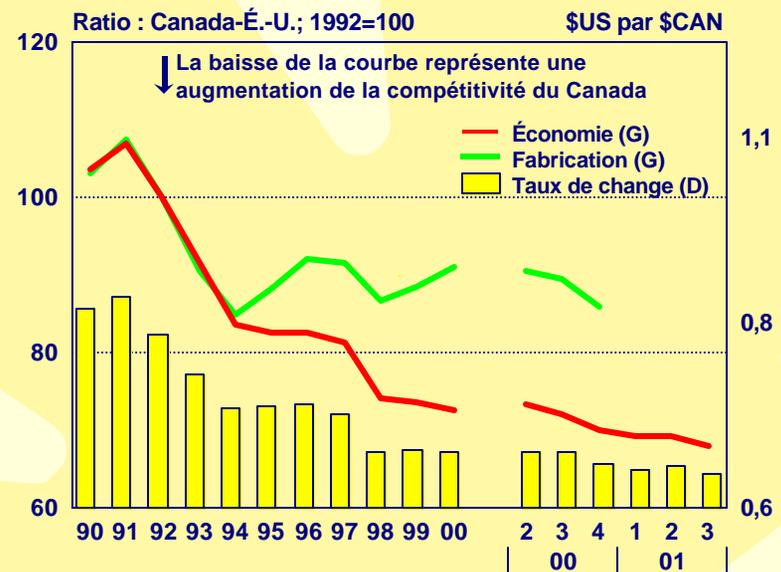
...la position concurrentielle des entreprises canadiennes s'améliore

Au troisième trimestre, la position concurrentielle des entreprises canadiennes s'est améliorée par rapport aux entreprises américaines.

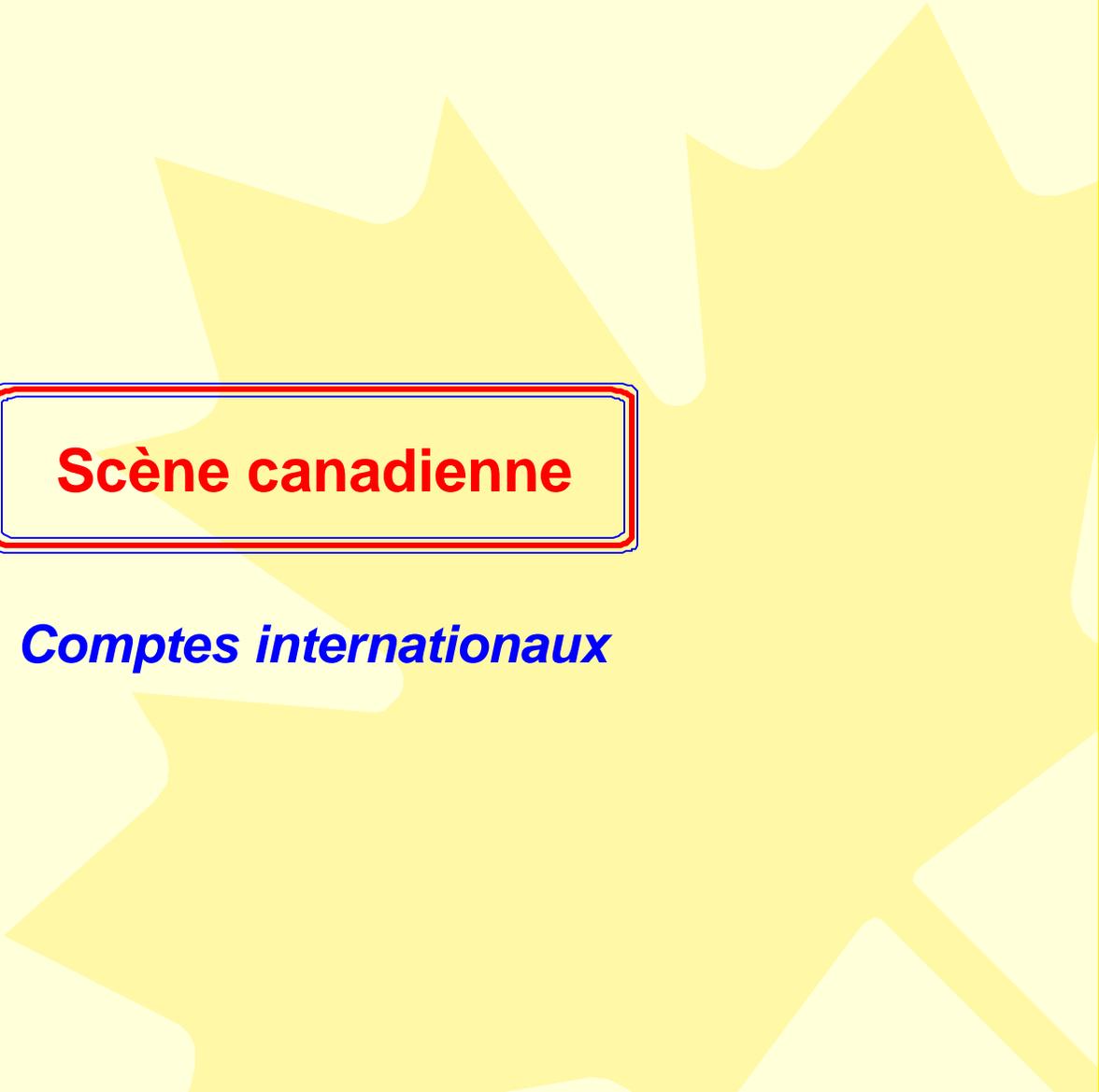
Selon une devise commune, les coûts unitaires de la main-d'oeuvre canadienne ont reculé de 1,8 % par rapport à ceux observés aux États-Unis.

- Cette situation est largement tributaire de la faiblesse du dollar canadien, qui a perdu un cent par rapport au trimestre précédent.
- Les coûts unitaires de la main-d'oeuvre ont progressé plus lentement au Canada, ce qui a favorisé notre compétitivité.

Comparaison des coûts unitaires de main-d'oeuvre (en \$US)



Nota : Les données trimestrielles (T1-2001) sur les CUM dans le secteur manufacturier ne sont pas encore connues.
Source : Estimations d'Industrie Canada fondées sur les données du Bureau of Labor Statistics des États-Unis et de Statistique Canada



Scène canadienne

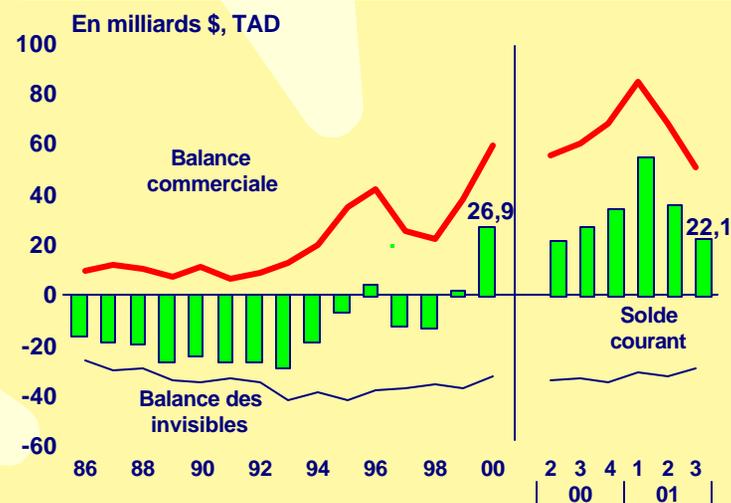
Comptes internationaux

L'excédent au compte courant du Canada diminue sensiblement...

Au troisième trimestre de 2001, l'excédent au compte courant du Canada a reculé pour un deuxième trimestre de suite, se fixant cette fois à 22,1 milliards de dollars (taux annuel). Il s'agit néanmoins d'un montant élevé, puisqu'aux deux trimestres précédents, les excédents affichés étaient les plus importants de tous les temps.

Du côté du compte capital et du compte financier, les investissements directs du Canada à l'étranger ont glissé d'environ 19 % par rapport au niveau affiché au deuxième trimestre. Les investissements directs étrangers au Canada ont diminué encore plus fortement, la baisse équivalant à plus d'un tiers au cours de la même période. Tirant principalement son origine des États-Unis, la baisse a surtout frappé les industries de l'énergie et des minéraux métalliques. Par ailleurs, les investisseurs étrangers ont réduit leurs portefeuilles de valeurs mobilières négociées au Canada.

Solde courant et balance commerciale



La balance commerciale représente les exportations nettes de marchandises.

La balance des invisibles représente les exportations nettes de services plus les recettes nettes des revenus de placements et les transferts.

Source : Statistique Canada

...principalement en raison de la baisse de l'excédent au chapitre du commerce de marchandises

La réduction de l'excédent au compte courant, observée au troisième trimestre, s'explique surtout par la diminution des exportations qui, elle, est en grande partie attribuable au ralentissement de l'économie des États-Unis et à la baisse des prix de l'énergie.

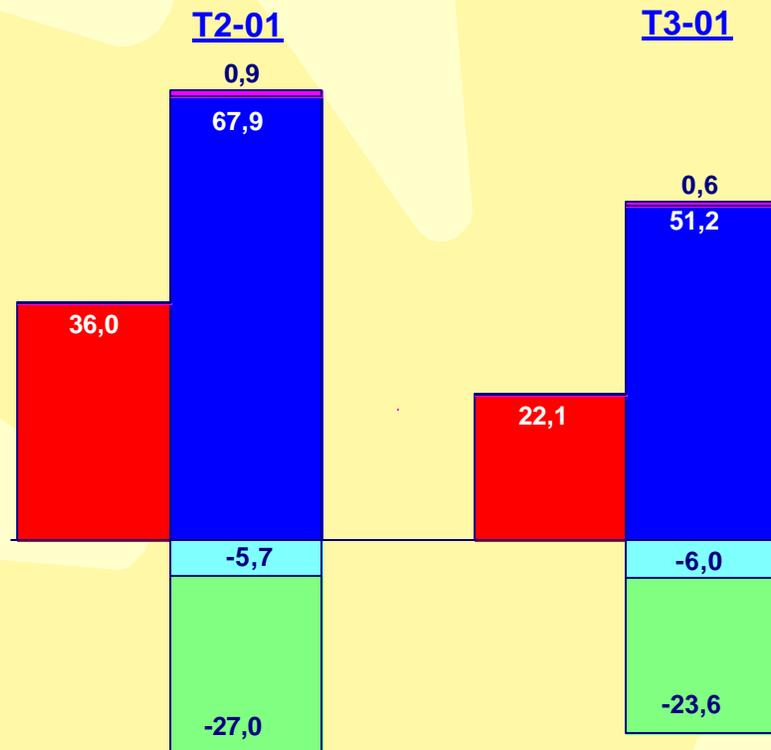
- Les produits énergétiques ont joué un rôle important dans la diminution des importations et des exportations, les prix de l'énergie ayant reculé et la demande faibli.

L'excédent enregistré dans la composante des biens a été ramené à 51,2 milliards de dollars (taux annuel) au troisième trimestre, soit une baisse de 16,7 milliards par rapport à la période précédente. Il s'agit quand même d'un niveau relativement élevé.

Le déficit relatif aux revenus de placements s'est amenuisé au troisième trimestre, se situant à son plus faible niveau en plus de sept ans. Par contre, le déficit relatif aux services s'est creusé en raison surtout de l'accroissement du déficit relatif aux services des voyages (attribuable en partie aux événements du 11 septembre). Ce dernier a été contrebalancé, en partie, par la réduction du déficit relatif aux services commerciaux.

Principales composantes du compte courant

En milliards \$, TAD



■ Solde courant
■ Solde des opérations de services
■ Balance commerciale
■ Revenus nets de placements
■ Transferts nets

Source : Statistique Canada

La contraction de l'économie mondiale entraîne nos exportations à la baisse...

Au troisième trimestre, les exportations de marchandises se sont repliées d'un montant record de 6,4 milliards de dollars pour se situer à 100,7 milliards. Cette diminution est attribuable, en grande partie, à la baisse des exportations de produits énergétiques puisque les prix de l'énergie ont poursuivi leur décroissance et la demande internationale a fléchi.

Les exportations de produits forestiers, d'automobiles ainsi que de machines et matériel ont fléchi. Dans la catégorie des M&M, les exportations d'aéronefs et de pièces d'aéronef, qui étaient vigoureuses au début de l'année, se sont repliées au troisième trimestre, subissant le contrecoup des attentats du 11 septembre aux États-Unis. La grande faiblesse des ventes d'équipement de télécommunication et de matériel informatique se poursuit.

Pour les trois premiers trimestres de 2001, les exportations de marchandises se sont élevées à 318,6 milliards de dollars (en termes nominaux), soit 1,7 % de plus qu'il y a un an. La vigueur de la demande et la hausse des prix des produits énergétiques, surtout l'électricité et le gaz naturel, sont principalement responsables de l'augmentation notée au début de l'année.

Exportations de marchandises, T3-2001

	En milliards \$	Variation en %, Janv.-sept./00 - Janv.-sept./01
Total	318,6	1,7
Par partenaire commercial		
É.-U.	271,8	2,3
Japon	7,2	-5,2
UE	16,7	0,0
Tous les autres	22,9	-1,3
Par principal produit		
Produits agricoles et de la pêche	23,2	13,2
Produits énergétiques	47,2	28,0
Produits de la forêt	29,5	-6,5
Produits et matériaux industriels	50,1	1,6
Machines et matériel	75,4	-4,4
Produits de l'automobile	70,0	-5,4
Autres biens de consommation	11,9	9,2

Source : Statistique Canada

...alors que les importations régressent surtout à cause du ralentissement de la demande intérieure

Au troisième trimestre, les importations de marchandises -- les produits énergétiques, les machines et les pièces d'automobile en tête -- ont reculé de 2,2 milliards de dollars pour passer à 88,0 milliards. Les principales causes de ce déclin : la baisse des prix de l'énergie, le relâchement de la demande intérieure et les événements du 11 septembre aux États-Unis. Comme les exportations se sont davantage affaiblies que les importations, l'excédent du Canada au chapitre du commerce de marchandises a fléchi.

Au cours des trois premiers trimestres de 2001, les importations de marchandises ont légèrement régressé en glissement annuel. Le recul des importations de produits automobiles ainsi que de machines et matériel a annulé la hausse des achats de produits énergétiques, de produits agricoles et de produits de la pêche.

- Comme les exportations ont surpassé les importations, l'excédent commercial est monté en flèche. Le secteur de l'énergie est responsable, en grande partie, de cette avance.
- L'excédent commercial à l'égard des États-Unis représente la plus grande partie de ce redressement.

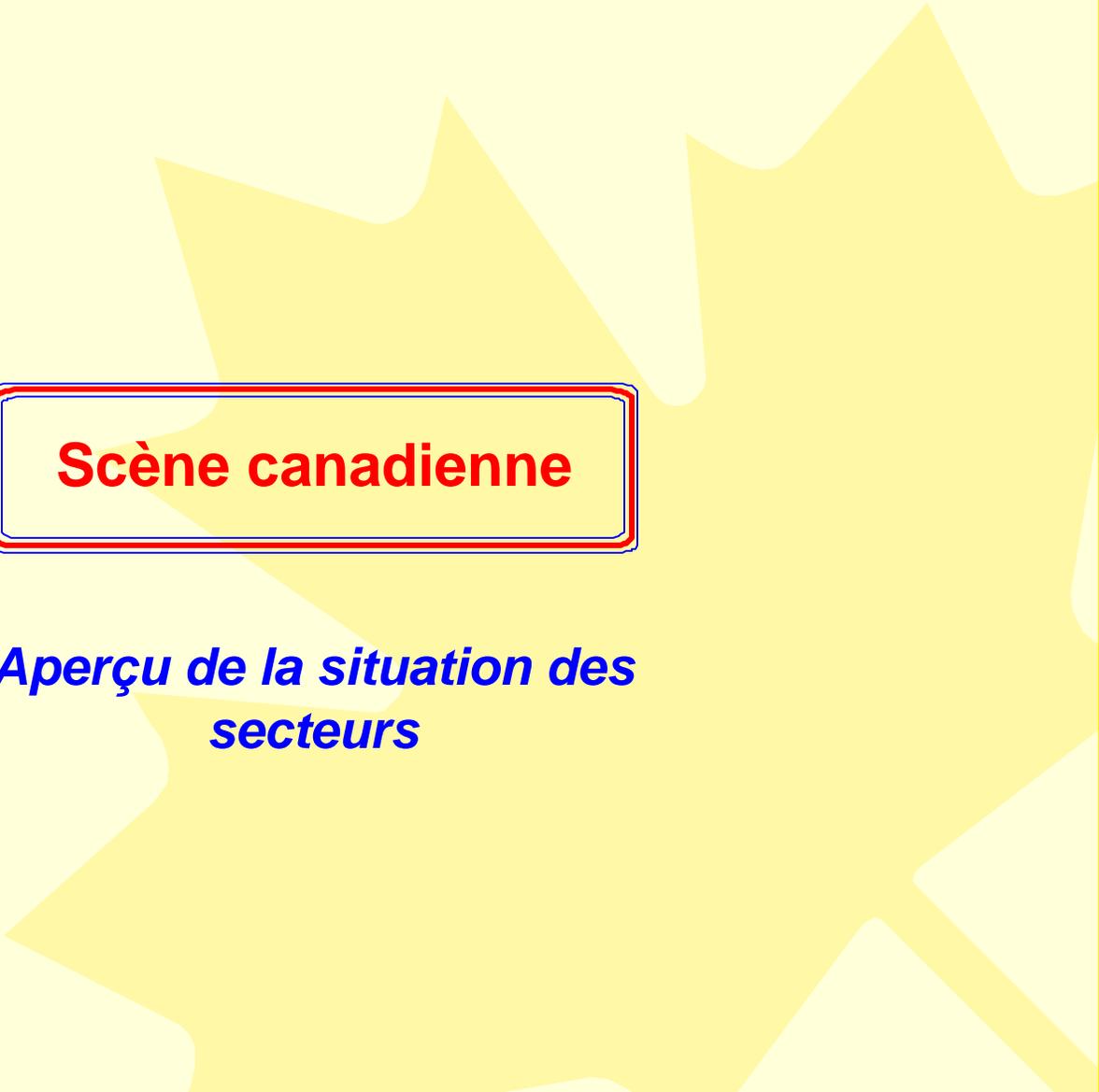
Importations de marchandises, T3-2001

	En milliards \$	Variation en %, Janv.-sept./00 - Janv.-sept./01
Total	267,6	-1,3
<u>Par partenaire commercial</u>		
É.-U.	195,1	-2,6
Japon	7,9	-10,0
UE	26,2	7,0
Tous les autres	38,3	2,4
<u>Par principal produit</u>		
Produits agricoles et de la pêche	15,1	10,0
Produits énergétiques	14,3	10,3
Produits de la forêt	2,2	-4,4
Produits et matériaux industriels	52,2	-0,9
Machines et matériel	86,8	-4,7
Produits de l'automobile	54,6	-7,2
Autres biens de consommation	32,1	8,6

Balance par partenaire commercial, T3-2001

	En milliards \$	Variation (en milliards \$), Janv.-sept./00 - Janv.-sept./01
Total	51,1	8,9
É.-U.	76,7	11,3
Japon	-0,7	0,5
UE	-9,6	-1,7
Tous les autres	-15,4	-1,2

Source : Statistique Canada



Scène canadienne

***Aperçu de la situation des
secteurs***

La production du secteur des biens fléchit alors que, dans le secteur des services, l'activité stagne...

La production des industries de biens s'est repliée de 2,0 % (taux annualisé) au troisième trimestre sous l'effet notamment des répercussions des attentats du 11 septembre aux États-Unis et du ralentissement de l'économie nord-américaine.

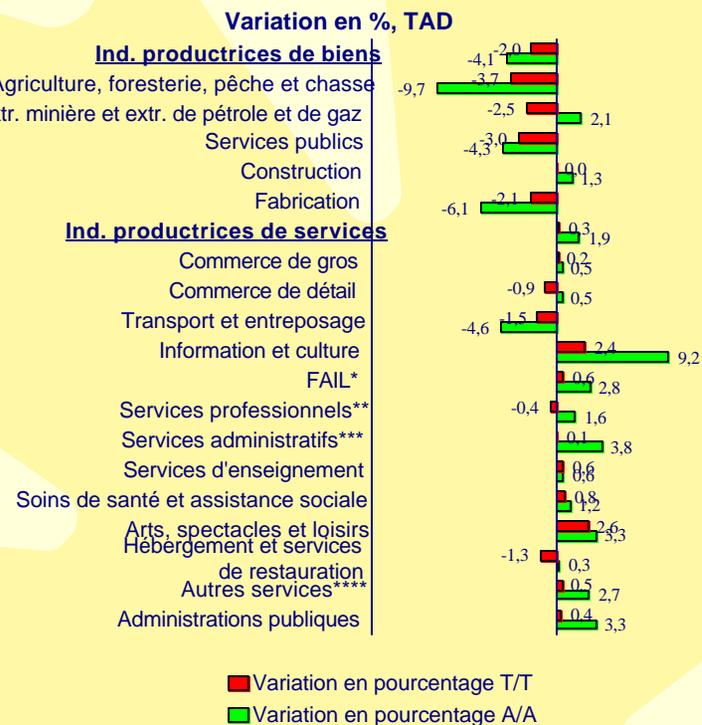
- La diminution de la production manufacturière, qui s'est poursuivie pour un quatrième trimestre de suite, s'explique surtout par la moins grande fabrication de produits informatiques et électroniques, de matériel de transport, de produits du bois et de papier.
- Les industries de l'extraction minière, pétrolière et gazière ont souffert de la baisse des prix des produits de base, et l'industrie des services publics a vu sa production diminuer à cause du fléchissement de la demande d'électricité au pays et aux États-Unis.

Au troisième trimestre, les industries de services n'ont augmenté leur production que de 0,3 %, soit le plus faible taux de croissance en cinq ans.

Les services de transport et d'entreposage et les services d'hébergement et d'alimentation, durement touchés par les événements du 11 septembre, ont enregistré les plus grandes pertes trimestrielles.

Plusieurs changements ont été apportés, sur les plans de la classification et des concepts, au calcul du PIB par industrie, notamment l'utilisation de 1997 au lieu de 1992 comme année de base, la capitalisation des dépenses en logiciels, le calcul du PIB en fonction des prix de base plutôt que du coût des facteurs et, enfin, l'adoption du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

Croissance du PIB réel par industrie : T3-2001



Source : Statistique Canada

* Comprend finance et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail, gestion de sociétés et d'entreprises

** Comprend services professionnels, scientifiques et techniques

*** Comprend services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement

****Sauf les administrations publiques

...ce qui fait reculer les bénéfiques d'exploitation des entreprises

Les bénéfiques d'exploitation des entreprises ont reculé de 14,4 % au troisième trimestre, soit la plus forte baisse trimestrielle jamais enregistrée. Dans l'ensemble, les bénéfiques de 14 grands groupes industriels sur 24 ont fléchi, dans le sillage du ralentissement de la demande. Les événements du 11 septembre peuvent, en partie, expliquer ce repli. Toutefois, on ne connaîtra probablement pas toute l'ampleur des conséquences de ces événements avant le quatrième trimestre puisqu'ils se sont produits vers la fin du troisième trimestre.

Dans le secteur non financier, les bénéfiques ont régressé de 11,7 %, soit la plus forte diminution en cinq ans. Les bénéfiques d'exploitation des fabricants se sont repliés pour un sixième trimestre d'affilée, entraînés par la faiblesse de la demande mondiale de produits de haute technologie. L'industrie des combustibles minéraux ainsi que celle du transport et de l'entreposage ont vu fondre leur bénéfiques.

Du côté du secteur financier, les bénéfiques ont chuté de 21,8 %, se situant à un creux inégalé en près de six ans. L'industrie la plus touchée est les fonds et autres instruments financiers, le recul étant en grande partie dû aux pertes relatives aux ventes de valeurs mobilières et de fonds d'actions.

Bénéfices d'exploitation des entreprises

	Niveau T3-2001 (M\$)	Différence		
		T2-01-T3-01 (M\$)	T3-00-T3-01 (En %)	T3-00-T3-01 (En %)
Total - Ensemble des industries	37 582	-6 306	-14,4	-24,0
Total - Non financier	28 478	-3 772	-11,7	-19,3
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	485	-26	-5,1	-4,5
Combustibles minéraux	4 737	-1 259	-21,0	-7,0
Mines, sauf combustibles minéraux	527	-143	-21,3	-35,5
Services publics	1 167	430	58,3	157,0
Construction	737	-35	-4,5	-44,7
Industries manufacturières	7 088	-2 526	-26,3	-45,5
Commerce de gros	2 161	25	1,2	-3,1
Commerce de détail	1 956	-297	-13,2	-15,7
Transport et entreposage	481	-406	-45,8	-65,4
Ind. de l'information et ind. culturelle	2 004	173	9,4	-5,7
Imm., location et location à bail	2 530	-25	-1,0	13,6
Services professionnels et scientifiques	526	12	2,3	16,4
Gestion de sociétés	2 555	572	28,8	25,7
Autres services aux entreprises	619	-277	-30,9	-12,1
Services d'enseignement	60	23	62,2	-13,0
Soins de santé et assistance sociale	413	17	4,3	14,7
Arts, spectacles et loisirs	75	0	0,0	-29,2
Hébergement et restauration	29	-6	-17,1	-107,6
Autres services	327	-25	-7,1	-25,5
Total - Finance et assurances	9 104	-2 534	-21,8	-35,7
Intermédiation fin. (avec dépôt)	4 208	-83	-1,9	2,3
Intermédiation fin. (sans dépôt)	1 234	98	8,6	63,7
Assureurs	1 074	171	18,9	-11,2
Fonds et autres instruments fin.	1 388	-2 909	-67,7	-79,7
Autres intermédiaires financiers	1 200	190	18,8	-4,8

Source : Statistique Canada

La croissance de l'emploi ne cesse de ralentir au troisième trimestre...

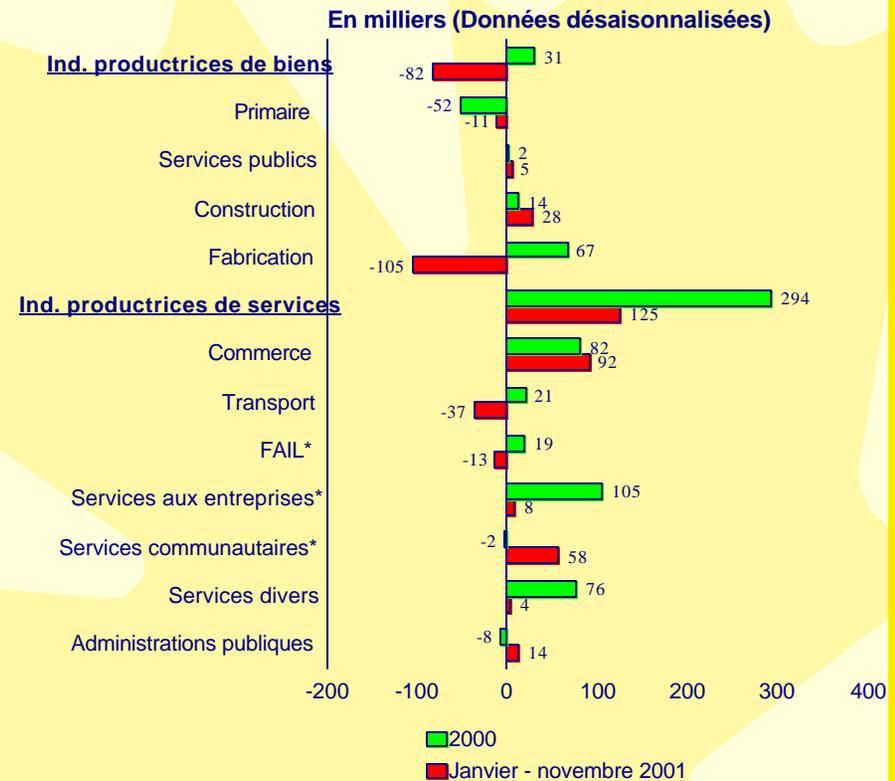
Pour les onze premiers mois de 2001, les industries productrices de biens ont subi une baisse de 82 000 emplois.

- Ces pertes ont surtout été observées dans le secteur manufacturier et l'agriculture. D'ailleurs, les gains d'emplois nets enregistrés dans le secteur manufacturier au troisième trimestre ont été plus que compensés par les pertes observées en octobre et en novembre.

Dans les industries de services, 125 000 emplois ont été créés durant les onze premiers mois de 2001. Les gains ont surtout été enregistrés au début de l'année, car la situation a, par la suite, évolué en dents de scie. De ces gains, 109 000 ont été réalisés en octobre et en novembre.

- Les services aux entreprises et le transport ont enregistré les plus grands reculs, les pertes les plus importantes étant le fait des services professionnels, scientifiques et techniques.
- Depuis le début de l'année, les gains les plus importants ont été observés dans le commerce et les services communautaires.

Croissance de l'emploi par industrie



Source : Statistique Canada

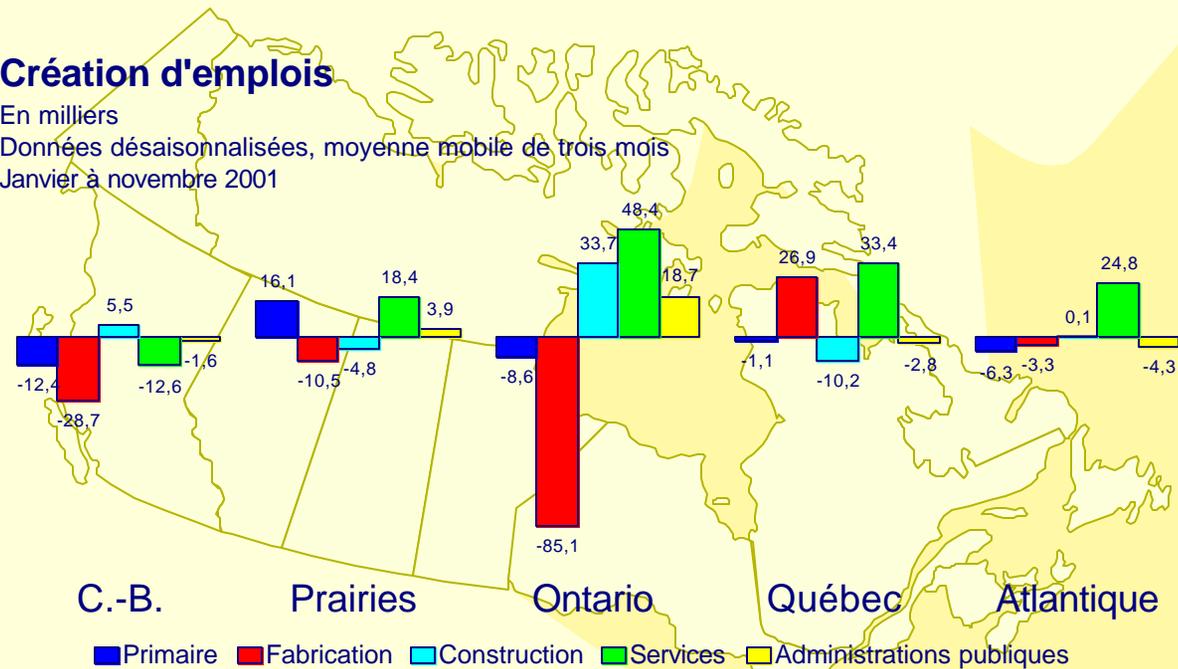
*FAIL : Finance, assurances, services immobiliers et services de location à bail
 Services aux entreprises : Services de gestion, services administratifs, professionnels, scientifiques et techniques
 Services communautaires : Services d'enseignement, soins de santé et assistance sociale

...dans presque toutes les régions du Canada

Création d'emplois

En milliers

Données désaisonnalisées, moyenne mobile de trois mois
Janvier à novembre 2001



Alors que les pertes d'emplois subies par les industries de services depuis le début de l'année sont concentrées en Colombie-Britannique, la plupart des régions ont affiché des pertes d'emplois dans ces industries au cours des derniers mois. Dans le secteur manufacturier, l'emploi s'est détérioré partout, sauf au Québec. L'Ontario a subi les plus fortes pertes.

Dans le secteur primaire, le nombre d'emplois s'est redressé seulement dans les Prairies, où les gains sont le fait d'une activité plus intense dans le secteur pétrolier et gazier. Pour sa part, la construction a augmenté ses effectifs principalement en Ontario et en Colombie-Britannique.

Les règlements salariaux augmentent dans la plupart des groupes industriels

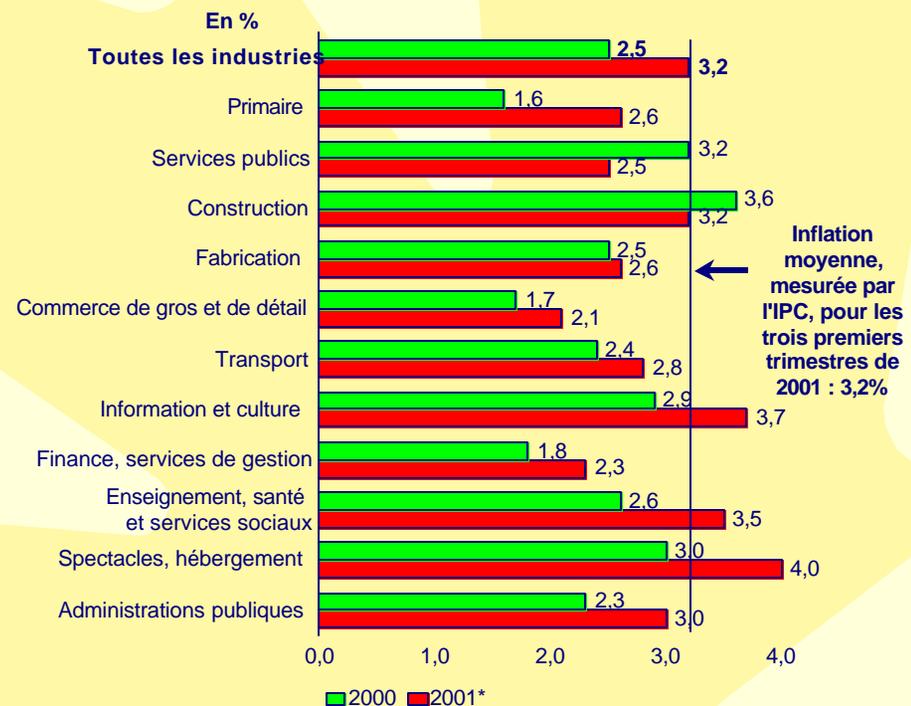
Pour les neuf premiers mois de 2001, les règlements salariaux se sont élevés en moyenne à 3,2 %, soit 0,7 point de plus que la moyenne de 2000. Ils ont donc suivi l'inflation.

- Dans huit groupes industriels sur 11, les règlements salariaux se sont établis soit au même niveau que l'inflation selon l'IPC, soit sous l'inflation.
- Les règlements salariaux ont progressé dans tous les principaux groupes, sauf la construction et les services publics.

Les règlements salariaux dans le secteur public (+3,3 %) sont légèrement supérieurs à ceux du secteur privé (+3,0 %) pour la période de janvier à septembre.

Malgré le ralentissement de l'économie, la moyenne des règlements s'est établie à 3,4 % au troisième trimestre, soit près d'un point de pourcentage de plus que l'inflation selon l'IPC.

Accords salariaux par industrie



Source : Développement des ressources humaines Canada

Rajustement annuel moyen effectif des taux de rémunération de base dans les principales conventions collectives.

*Les données de 2001 visent les ententes conclues de janvier à septembre.

L'utilisation de la capacité diminue pour un cinquième trimestre de suite

L'utilisation de la capacité a reculé de 2,5 points de pourcentage pour se situer à 79,4 % au troisième trimestre. Il s'agit de la plus forte baisse trimestrielle jamais enregistrée. L'utilisation de la capacité est passée d'un sommet de 88,2 % en 1988 à un creux inégalé depuis la fin de 1992.

Dans le secteur manufacturier, l'utilisation de la capacité a fléchi dans la plupart des principaux groupes, passant à 77,4 % au troisième trimestre.

- La faiblesse prolongée de la demande d'ordinateurs et de produits électroniques s'est traduite par une baisse de 39,4 points de pourcentage de l'utilisation de la capacité du secteur par rapport au sommet enregistré l'an dernier. Les retards à la frontière, liés aux attentats de septembre aux États-Unis, ainsi que le relâchement de la demande ont fait fléchir la production de l'industrie des véhicules et pièces d'automobile.

À l'extérieur du secteur manufacturier, le taux d'utilisation de la capacité a glissé dans les quatre principaux groupes. L'industrie de l'exploitation forestière et des services forestiers, qui est aux prises avec un différend commercial avec les États-Unis, a vu son taux diminuer de 5,9 points de pourcentage. La baisse des prix du pétrole et du gaz s'est répercutée sur la demande de services d'exploration, ce qui a ramené à 69,4 % le taux d'utilisation de la capacité de ce secteur. Il s'agit du plus faible taux de l'histoire.

Utilisation de la capacité : industries productrices de biens non agricoles

	Niveau (en %)		Variation (en %)		Moyenne sur 10 ans
	T3-2001	T/T	A/A		
Total - industries	79,4	-2,5	-7,0		81,8
Foresterie et exploitation forestière	76,6	-5,9	-13,5		82,2
Extr. minière et extr. de pétrole et de gaz	76,4	-2,9	-2,0		80,2
Énergie électrique*	83,8	-4,2	-4,9		82,8
Construction	87,4	-0,9	-2,5		81,9
Total - fabrication	77,4	-2,6	-9,4		82,0
Aliments	82,9	-0,1	1,8		80,3
Boissons et produits du tabac	81,6	0,2	-1,9		79,3
Textiles	69,0	-1,2	-13,1		79,7
Usines de textiles	73,2	-3,0	-12,1		84,0
Usines de produits textiles	64,0	1,1	-13,8		79,2
Fabrication de vêtements	80,5	-4,6	-6,4		82,0
Produits en cuir et produits analogues	83,8	8,7	8,9		73,2
Produits en bois	73,5	-2,2	-10,3		84,6
Papier	85,0	-2,1	-9,4		89,6
Impression et activités connexes de soutien	72,4	-1,4	-9,5		78,1
Produits du pétrole et du charbon	94,5	1,5	0,4		89,9
Produits chimiques	77,4	-3,8	-4,2		82,5
Produits en caoutchouc et en plastique	81,4	-1,4	-5,1		82,8
Produits minéraux non métalliques	71,5	-3,8	-11,4		75,3
Première transformation des métaux	84,9	-1,8	-5,4		88,8
Fabrication de produits métalliques	74,1	-1,7	-9,2		78,0
Machines	75,5	-1,7	-5,7		77,8
Produits informatiques et électroniques	60,1	-9,3	-39,4		80,0
Matériel électrique	65,6	-6,6	-26,4		83,1
Matériel de transport	85,3	-1,6	-4,9		82,5
Meubles et de produits connexes	70,3	-4,6	-16,9		78,7
Activités diverses de fabrication	70,0	0,0	-3,5		80,7

Source : Statistique Canada

* Production, transmission et distribution de l'énergie électrique

Plusieurs changements ont été apportés, les plans de la classification et des concepts, au calcul de l'utilisation de la capacité, notamment l'utilisation de 1997 au lieu de 1992 comme année de base pour le calcul du stock de capital et du produit intérieur brut (PIB), l'adoption du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) et, enfin, le calcul du PIB en fonction des prix de base plutôt que du coût des facteurs.

Pour de plus amples renseignements

Nous vous invitons à nous faire parvenir vos questions, commentaires ou suggestions. Vous pouvez nous joindre :

par lettre :

Renée St-Jacques
Directrice générale
Analyse de la politique micro-économique
Industrie Canada
235, rue Queen
Ottawa (Ontario) K1A 0H5

par courrier

électronique :

par téléphone :

ou par fax :

St-Jacques.Renee@ic.gc.ca
(613) 954-3487
(613) 941-3859

Le *Moniteur micro-économique* est établi trimestriellement par la Direction de l'analyse micro-économique d'Industrie Canada. Le *Moniteur micro-économique* présente une mise à jour, qui se lit rapidement et facilement, de la performance de l'économie canadienne. Il renferme également des rapports thématiques fouillés sur des questions économiques d'actualité, abordées dans une perspective micro-économique.

La mise à jour de l'analyse courante a été préparée par Marianne Blais, Stéphane Crépeau, Anik Dufour, Joseph Macaluso, Arif Mahmud, Alison McDermott et Karen Smith, sous la direction de Hossein Rostami. La traduction a été faite par Lucie Larocque et le soutien administratif est la responsabilité de Sue Hopf.

Le rapport spécial qui accompagne le présent numéro a été préparé par Aaron Sydor, sous la direction de Someshwar Rao. L'auteur désire remercier André Patry, Phaedra Kaptein-Russell, Carolyn MacLeod et Sarah Fisher pour leur aide, ainsi que Renée St-Jacques, James Kalwarowsky et la Division du Mexique du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international pour leurs précieux commentaires. La traduction a été faite par Lucie Larocque.